

# SUBLIME SDGs

## CARTOGRAPHIE TERRITORIALE

### Parties prenantes, Défis et Opportunités

## Littoral du Nord et du Pas-de-Calais, France



<b>Glossaire</b>	<b>3</b>
<b>Introduction</b>	<b>5</b>
Présentation du projet Sublime SDGs	5
Méthodologie du rapport	7
<b>PARTIE I</b>	<b>7</b>
Fiche 1 <b>Cartographie des progrès de la France dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030</b>	8
Fiche 2 <b>Profil du littoral du Nord et du Pas-de-Calais</b>	12
Paysage politique et administratif	12
Données démographiques	13
Profil économique	14
Fiche 3 <b>Citoyenneté mondiale et éducation au développement sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais</b>	17
Fiche 4 <b>Parvenir à l'égalité des sexes au niveau local</b>	20
Fiche 5 <b>Travail décent pour les travailleur·euses migrant·es et lutte contre toutes les formes d'inégalités : cartographie des groupes vulnérables</b>	22
Fiche 6 <b>Construire des communautés et des villes durables</b>	26
Fiche 7 <b>Responsabilité environnementale et actions climatiques locales</b>	29
Fiche 8 <b>Gouvernance à plusieurs niveaux et partenariats multipartites pour le développement durable</b>	31
<b>PARTIE II</b>	<b>33</b>
Fiche 9 <b>Rapport d'analyse des entretiens</b>	34
Fiche 10 <b>Analyse des réponses au questionnaire en ligne</b>	37
<b>PARTIE III</b>	<b>42</b>
Fiche 11 <b>Recueil des bonnes pratiques</b>	43
Fiche 12 <b>Stratégies de communication locales pour le développement durable</b>	45
Fiche 13 <b>Liste des politiques locales de développement durable</b>	47
<b>PARTIE IV</b>	<b>49</b>
Fiche 14 <b>Cartographie des « acteurs du changement »</b>	50



## Glossaire

ABF : Architectes des Bâtiments de France  
AMAP : Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne  
ANCT : Agence Nationale de la Cohésion des Territoires  
ANRU : Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine  
ARS : Agence Régionale de Santé  
CA2BM : Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois  
CAB : Communauté d'Agglomération du Boulonnais  
CAGTM : Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers  
CCRA : Communauté de Communes de la Région d'Audruicq  
CCT2C : Communauté de Communes de la Terre des Deux Caps  
CESE : Conseil Économique Social et Environnemental  
CIDFF : Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles  
CLS : Contrat Local de Santé  
CMUA : Centre de la Mémoire Urbaine de l'Agglomération de Dunkerque  
CNIS : Conseil National de l'Information Statistique  
CUD : Communauté Urbaine de Dunkerque  
ECM : Éducation à la Citoyenneté Mondiale  
EDD : Éducation au Développement Durable  
EUCA : Autorité douanière européenne (*European Union Customs Authority*)  
EVARS : Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle  
FRCPM : Fédération Régionale pour la Culture et le Patrimoine Maritimes  
GECT : Groupement Européen de Coopération Territoriale  
IDH-4 : Indice de Développement Humain  
INSEE : Institut National de la Statistique et Études Économiques  
LDH : Ligue des Droits de l'Homme  
LTECV : Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte  
ODD : Objectifs du Développement Durable  
OEPRE : programme « Ouvrir l'École aux parents pour la réussite des enfants »  
OFB : Office Français de la Biodiversité  
OQTF : Obligations de Quitter le Territoire Français  
PAT : Projet Alimentaire Territorial  
PCAET : Plans Climat Air Énergie Territoriaux  
PLU : Plans Locaux d'Urbanisme  
PMCO : Pôle métropolitain de la Côte d'Opale  
PNACC : Plan National d'Adaptation au Changement Climatique  
PNIEC : Plan National Intégré Énergie-Climat  
PNR : Parc Naturel Régional  
PPE : Programmation Pluriannuelle de l'Énergie  
PPRL : Plan de Prévention des Risques Littoraux  
PPRN : Plan de Prévention des Risques Naturels



RWC : Refugee Women's Center

SCoT : Schémas de Cohérence Territoriale

SDES : Service des Données et Études Statistiques

SGPE : Secrétariat Général à la Planification Écologique

SNBC : Stratégie Nationale Bas Carbone

SRADDET : Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

TRACC : Trajectoire de Réchauffement de référence pour l'Adaptation au Changement Climatique

ULCO : Université Littorale de la Côte d'Opale

VSS : Violences Sexistes ou Sexuelles

ZEP : Zone d'éducation prioritaire

## Introduction

### Présentation du projet SUBLIME SDGs

Le projet SUBLIME SDGs s'appuie sur les résultats du projet européen [Snapshot from the Borders](#) (Instantanés depuis les frontières), qui a renforcé l'engagement des citoyens et citoyennes européens sur les questions de migration et de développement durable. Ce programme a aussi conduit à la création du Réseau des villes et îles frontières (Boarder Town and Islands Network (BTIN)), auquel appartient Grande-Synthe depuis 2021.

SUBLIME SDGs part d'une conviction simple les changements globaux commencent localement.

Le projet vise à :

- Rassembler les villes et îles frontalières européennes et leurs habitant·es,
- Promouvoir un mode de vie durable, inclusif et respectueux du vivant,
- Créer des liens solidaires avec des communautés du Sud confrontées aux mêmes défis,
- Contribuer à la mise en œuvre concrète de l'Agenda 2030 des Nations Unies et aux ODD, en particulier les ODD 5 : égalité entre les genres, ODD 12 : modes de consommation et de production responsables et ODD 13 : lutte contre le changement climatique

En pratique, SUBLIME SDGs renforce le pouvoir d'agir des citoyen·nes et de leurs élu·es pour imaginer et mettre en œuvre des réponses locales à des enjeux globaux.

En pratique, il s'agit de donner aux élu·es des idées issues d'initiatives citoyennes pour développer des coopérations entre territoires, d'améliorer la compréhension des enjeux de transitions écologiques et d'égalité femmes-hommes par les collectivités, associations et collectifs citoyens et de renforcer la participation citoyenne dans les projets de coopération internationale travaillant sur la développement durable et l'égalité femmes-hommes.

### Méthodologie du rapport

La cartographie territoriale des défis écologiques, sociaux et d'égalité femmes-hommes sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais a été réalisée par l'association Virage Énergie. Elle se base sur une recherche documentaire (documents stratégiques et plans produits par les collectivités locales, littérature institutionnelle et associative, presse locale...) et des entretiens avec des acteurs locaux (représentants des collectivités locales, enseignants, animateurs socio-éducatifs, éducateurs, militants locaux, associations de jeunesse, culturelles, environnementales, de solidarités, centres sociaux, collectifs citoyens...). Une attention particulière a été portée à la présence majoritaire de femmes et de jeunes (personnes de moins de 30 ans) parmi les personnes rencontrées et interrogées. Par



ailleurs, une analyse des rapports produits par divers acteurs régionaux ont permis de relever des cas d'études emblématiques qui auraient déjà été identifiés comme relevant de bonnes pratiques. La construction du rapport sous la forme de « fiche » a été privilégié, afin de restituer les informations clés et faciliter la lecture.



## **PARTIE I**

# **Cartographie de l'Agenda 2030**



## Fiche 1 : Cartographie des progrès de la France dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 pour le développement durable, adopté lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable le 25 septembre 2015, a progressivement été intégré à la planification nationale française<sup>1</sup>. **Le 6 février 2020, la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 a été présentée** aux membres du Conseil national de la Transition écologique. Elle constitue à ce jour la stratégie nationale de développement durable de la France et prend la suite de la précédente stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (2015-2020)<sup>2</sup>. Bien que la feuille de route nationale vise l'intégration des Objectifs du Développement Durable (ODD) dans les dynamiques territoriales, cela ne constitue pas une obligation. Certains acteurs associatifs et institutionnels se mobilisent en concevant des guides qui facilitent [l'appropriation de l'Agenda 2030 par les collectivités françaises](#).

En 2020, dans le cadre du Pacte Vert pour l'Europe, la France a élaboré un Plan National Intégré Énergie-Climat (PNIEC), fusion de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) et de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC), qui fixe des objectifs climatiques et énergétiques à atteindre pour la France aux horizons 2035 et 2050<sup>3</sup>. En parallèle, le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC), dont la dernière mise à jour date de 2024, est de plus en plus opérationnel, notamment grâce à [la fixation de la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique \(TRACC\) par l'arrêté de 23 janvier 2026](#), prévoyant des mesures d'adaptation pour une augmentation de +4°C à l'horizon 2100 en France métropolitaine, par rapport à l'ère préindustrielle. Ces différents plans ont des répercussions sur les stratégies gouvernementales par secteur d'activité, avec l'élaboration de la stratégie nationale pour l'Éducation au Développement Durable (EDD) notamment.

L'organisation territoriale française est répartie en 5 échelles de gouvernance, disposant chacune de compétences spécifiques : l'État, la Région, le Département, les EPCI (intercommunalités) et les communes. Les Régions et les EPCI de plus de 20 000 habitant·es ont l'obligation d'élaborer une stratégie environnementale (respectivement par les Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et par les Plans Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET)). Cependant, ces documents ne tissent pas de liens explicites avec les ODD. Dans la constitution française, les collectivités territoriales ont une liberté « d'être » et « d'agir », ce qui peut parfois complexifier la mise en cohérence des politiques et actions publiques. Si les

---

<sup>1</sup> Agenda 2030 : Les objectifs du développement durable | La préfecture et les services de l'État en région Bourgogne- <br>Franche-Comté. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/bourgogne-franche-comte/Grands-dossiers/Agenda-2030-les-objectifs-du-developpement-durable>

<sup>2</sup> France, L. 2030 en. (2020, février 28). *Bilan de la Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020*. L'Agenda 2030 en France. <https://www.agenda-2030.fr/a-la-une/actualites-a-la-une/article/bilan-de-la-strategie-nationale-de-transition-ecologique-vers-un-developpement>

<sup>3</sup> Le Pacte vert en France—Représentation en France—Commission européenne. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse [https://france.representation.ec.europa.eu/strategie-et-priorites/les-politiques-cles-pour-la-france/le-pacte-vert-en-france\\_fr](https://france.representation.ec.europa.eu/strategie-et-priorites/les-politiques-cles-pour-la-france/le-pacte-vert-en-france_fr)



ministères doivent s'assurer de l'équilibre entre leurs politiques et l'égalité du développement entre les territoires, les inégalités (notamment de développement économique) sont surtout palliées par des agences thématiques nationales comme l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour les territoires ruraux ou l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) sur les enjeux de rénovation urbaine, etc.

Au classement SDG Index 2025, agréant les résultats par pays en termes d'atteinte des ODD à partir de multiples indicateurs, la France obtient un score de 83.14/100, se positionnant ainsi à la 5<sup>e</sup> place sur 167 pays évalués<sup>4</sup>. Cependant, ce bon classement masque les disparités de trajectoire selon les objectifs durables : si les progrès sont réels pour les ODD 5 (Égalité entre les sexes) et 10 (Inégalités réduites), des retards persistent toutefois, avec un nombre substantiel d'indicateurs en baisse (28.2 % de l'ensemble des variables étudiées par cet index sont en baisse)<sup>5</sup>.

- **L'ODD 1 (Pas de pauvreté)** est le seul ODD déjà atteint par la France, bien que 9.2 millions de personnes y vivent encore sous le seuil de pauvreté monétaire en 2019. Un rapport de l'Observatoire des inégalités détermine que l'origine sociale (catégorie sociale des parents) est le facteur qui creuse le plus les inégalités de revenus, devant le genre, le lieu de vie au moment de l'enfance et de l'adolescence et l'ascendance migratoire<sup>6</sup>.
- Concernant l'**ODD 2 (Faim « zéro »)**, on notera que, sans avoir de problèmes de sous-nutrition, la France rencontre encore des difficultés à promouvoir le choix d'une alimentation moins carnée et une agriculture moins intensive en engrais azotés<sup>7</sup>.
- Des progrès sont également à réaliser pour atteindre l'**ODD 3 (Bonne santé et bien-être)**, en particulier concernant les inégalités entre les classes socio-professionnelles, les territoires, ainsi que les enjeux d'épanouissement, de santé mentale et de santé sexuelle<sup>8</sup>. Le nombre d'établissements scolaires engagés dans une démarche de développement durable est en augmentation (24 % des établissements sont labellisés École ou Établissement en Démarche globale de Développement Durable), mais des efforts doivent encore être fournis pour atteindre l'**ODD 4 (Éducation de qualité)** et renverser la tendance d'une baisse du niveau des élèves français en lecture et en mathématiques<sup>9</sup>.

---

<sup>4</sup> Profil de la France sur le site *Sustainable Development Report 2025*. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://dashboards.sdindex.org/profiles/france/>

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Revenus : L'origine sociale, facteur numéro un des inégalités. (s. d.). Observatoire des inégalités. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.inegalites.fr/Revenus-l-origine-sociale-facteur-numero-un-des-inegalites>

<sup>7</sup> Profil de la France sur le site *Sustainable Development Report 2025*. op. cit.

<sup>8</sup> 2024—Tendances de la France pour atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030 – ODD 3. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.agenda-2030.fr/rosace/index2024.html?&ODD=3>

<sup>9</sup> 2024—Tendances de la France pour atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030 – ODD 4. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.agenda-2030.fr/rosace/index2024.html?&ODD=4>



- Concernant l'**ODD 5 (Égalité entre les sexes)**, l'ensemble des indicateurs sont positifs, de réels efforts sont constatés à l'échelle nationale et locale afin d'imposer des minimums de représentations féminines au sein des instances dirigeantes des grandes entreprises et des collectivités territoriales. Cependant, un écart de 14% entre le salaire des hommes et des femmes demeure, et les violences sexuelles sont en hausse, du fait des efforts réalisés pour identifier et accompagner les personnes victimes, ce qui engendre une augmentation du nombre de signalements<sup>10 11</sup>.
- La trajectoire française sur les objectifs associés à l'eau (**ODD 6 - Eau propre et assainissement**) et à l'énergie (**ODD 7 - Énergie propre et d'un coût abordable**), va dans le sens d'une amélioration, bien qu'encore insuffisante. Ces ODD recouvrent des enjeux de lutte contre l'augmentation de la précarité économique et d'accès aux ressources essentielles au sein de la population française, notamment du fait du changement climatique (périodes de sécheresses plus longues par exemple) et de tensions géopolitiques (rupture d'approvisionnement et augmentation du coût de l'énergie).
- La France est bien positionnée par rapport à l'**ODD 8 (Travail décent et croissance économique)**, mais doit encore fournir des efforts, notamment en lien avec l'accès au travail des jeunes (15-24 ans). En effet, en 2023, 10,5 % d'entre eux n'était ni en emploi, ni en étude ni en formation<sup>12</sup>.
- Des retards persistent également concernant l'**ODD 10 (Inégalités réduites)** avec une augmentation des inégalités des revenus, du patrimoine et des inégalités territoriales persistantes, en particulier entre la France métropolitaine et les territoires ultramarins<sup>13</sup>.
- S'agissant de l'**ODD 11 (Villes et communautés durables)**, si la qualité de l'air s'est améliorée ces dernières années dans les centres urbains français, des efforts importants sont encore à fournir, en particulier concernant l'artificialisation des sols (le taux de sols artificiels est passé de 9,1% en 2017 à 9,5% en 2022) et la valorisation des déchets<sup>14</sup>.
- L'atteinte des **ODD 12 (Consommation et production responsables)** et **13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques)** est insatisfaisante : bien que les résultats s'améliorent et les émissions de CO<sup>2</sup>eq diminuent (-16,5 % sur 2018-2023, par habitant), la trajectoire demeure globalement insuffisante pour atteindre

<sup>10</sup> Revenus : L'origine sociale, facteur numéro un des inégalités. (s. d.). op. cit.

<sup>11</sup> 2024—Tendances de la France pour atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030 - ODD3. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.agenda-2030.fr/rosace/index2024.html?&ODD=5>

<sup>12</sup> ODD 8—Travail décent et croissance durable. (s. d.). Pacte mondial de l'ONU - Réseau France. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://pactemonial.org/17-objectifs-developpement-durable/odd-8-travail-decent-et-croissance-durable/>

<sup>13</sup> 2024—Tendances de la France pour atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030 – ODD 10. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.agenda-2030.fr/rosace/index2024.html?&ODD=10>

<sup>14</sup> 2024—Tendances de la France pour atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030 – ODD 11. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.agenda-2030.fr/rosace/index2024.html?&ODD=11>



l'ensemble des cibles fixées dans l'Agenda 2030 pour ces objectifs<sup>15</sup>. Des engagements nationaux ont été pris concernant la mise en place de mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique (PNACC, SNBC, PPE), mais aussi de lutte contre le gaspillage et pour une économie circulaire (loi AGECE de 2020). La déclinaison de ces réglementations aux échelles régionales et locales favorise à court et moyen terme la mise en place d'actions en faveur de modes de vie durables, au plus près des populations.

- Les efforts d'éducation sur les enjeux environnementaux et climatiques, en lien avec les médias et relais d'opinion, ont fait du changement climatique une des préoccupations majeures des Français et Françaises<sup>16</sup>. Plus généralement, la France doit également porter une attention particulière à l'ensemble de ses importations, auxquelles sont rattachés des impacts sociaux et environnementaux importants (accidents au travail, consommations d'eau, émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, etc.).
- Concernant la cible 14 de l'**ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs)**, la cohérence (et le suivi) des politiques à visée écologique mais aussi la mobilisation des ministères et parties prenantes est assurée par le Secrétariat général à la planification écologique (SGPE), qui est une entité étatique interministérielle<sup>17</sup>. Les aides publiques au développement bilatérales sont en constante hausse depuis 2017, montrant l'engagement de la France pour l'atteinte des objectifs à l'échelle mondiale<sup>18</sup>.

Le dernier Examen National Volontaire de la France a été présenté en juillet 2023, le précédent datant de 2016<sup>19</sup>. Il s'agit d'une présentation et d'un processus d'évaluation volontaires des progrès réalisés au niveau national dans la mise en œuvre du Programme Agenda 2030. Les avancées ont été mesurées autour des 6 axes de la feuille de route nationale pour l'Agenda 2030<sup>20</sup>. Concernant le suivi et la territorialisation des objectifs, différentes instances nationales produisent annuellement des jeux d'indicateurs territorialisés afin de faciliter leur déclinaison à l'échelle des collectivités territoriales. Un tableau de bord de 98 indicateurs a été proposé par le CNIS (Conseil national de l'information statistique), les données étant mises à jour chaque année par l'INSEE (Institut National de la Statistique et Études Économiques) et le SDES (Service des données et études

---

<sup>15</sup> 2024—Tendances de la France pour atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030 – ODD 13. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.agenda-2030.fr/rosace/index2024.html?&ODD=13>

<sup>16</sup> Ce qui préoccupe les Français—Septembre 2025 | Ipsos. (2025, septembre 30). <https://www.ipsos.com/fr-fr/ce-qui-preoccupe-les-francais>

<sup>17</sup> Le Secrétariat général à la planification écologique (SGPE). (s. d.). info.gouv.fr. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.info.gouv.fr/organisation/le-secretariat-general-a-la-planification-ecologique-sgpe>

<sup>18</sup> Dernières données datant de 2022. 2024—Tendances de la France pour atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030 – ODD 17. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.agenda-2030.fr/rosace/index2024.html?&ODD=17>

<sup>19</sup> Revue Nationale Volontaire 2023. (s. d.). Pacte mondial de l'ONU - Réseau France. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://pactemonial.org/evenement/revue-nationale-volontaire-2023/>

<sup>20</sup> Commissariat général au développement durable & Délégation au développement durable (Juin 2023) Revue Nationale Volontaire de la France 2017-2022 <https://hlpf.un.org/sites/default/files/vnrs/2023/VNR%202023%20France%20Report.pdf>



statistiques)<sup>21</sup>. Cependant, la Région Hauts-de-France, où le territoire d'étude est situé, n'a pas produit de rapport des indicateurs territoriaux des ODD. Une des rares sources sur l'avancement de cette région dans les divers ODD montre uniquement les résultats inférieurs à la moyenne nationale, concernant les ODD 1 (taux de pauvreté), 3 (espérance de vie), 5 (femmes sénatrices), 9 (déplacements domicile-travail en transports en commun), 11 (taux de sols artificialisés) et 13 (épisodes de pollution de l'air)<sup>22</sup>.

## Fiche 2 : Profil du littoral du Nord et du Pas-de-Calais

### Paysage politique et administratif

Situé dans la région des Hauts-de-France, le littoral du Nord et du Pas-de-Calais est constitué de 6 intercommunalités, répartie dans deux Départements : le Nord (CUD) et le Pas-de-Calais (CCRA, CAGCTM, CCT2C, CAB, CA2BM). Ce territoire s'organise autour de structures de gouvernance plus larges que les intercommunalités, en particulier le pôle métropolitain de la Côte d'Opale (PMCO) qui inclut également 5 intercommunalités des terres intérieures (Communauté de Communes des Hauts de Flandres, Communauté d'Agglomération de Saint Omer, Communauté de Communes Pays Lumbres, Communauté de Communes Pays d'Opale, Communauté de Communes Desvres-Samer). Cette instance constitue un espace de dialogue et de mise en commun, en particulier sur les enjeux environnementaux et d'aménagement, avec relativement peu de compétences propres.

Intercommunalités	Gouvernance (Genre ; Parti politique)	Fonctions (au 2 avril 2026).
<b>Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD)</b>	Patrice Vergriete (H ; Divers centre) Bertrand Ringot (H ; Parti Socialiste)	Président de la CUD, du PMCO et maire de Dunkerque.  Vice-président de la CUD, maire de Gravelines et en charge de l'eau, des enjeux maritimes et littoraux au sein du PMCO.
<b>Communauté de Communes de la Région d'Audruicq (CCRA)</b>	Nicole Chevalier (F ; Les Républicains)	Présidente de la CCRA, en charge des mobilités et transports au sein du PMCO
<b>Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers (CAGCTM)</b>	Natacha Bouchart (F ; Divers droite)	Présidente de la CAGCTM, maire de Calais, en charge du développement économique au sein du PMCO, vice-présidente du conseil régional des Hauts-de-France

<sup>21</sup> Indicateurs nationaux de développement durable. (s. d.). SDES | Statistique publique de l'énergie, des transports, du logement et de l'environnement. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-nationaux-de-developpement-durable>

<sup>22</sup> Support de conférences web. Les Objectifs de développement durable. (2020) [https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/support\\_webconf\\_odd\\_4.nov.2020.pdf](https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/support_webconf_odd_4.nov.2020.pdf)



<b>Communauté de Communes de la Terre des Deux Caps (CCT2C)</b>	Francis Bouclet (H ; Sans étiquette)	Président de la CCT2C, maire de Saint-Inglevert, en charge de la finance et des recherches de financements au sein du PMCO
<b>Communauté d'Agglomération du Boulonnais (CAB)</b>	Frédéric Cuvillier (H ; Parti Socialiste)	Président de la CAB, maire de Boulogne-sur-Mer, en charge des études stratégiques et de la coopération hospitalière au sein du PMCO
<b>Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM)</b>	Daniel Fasquelle (H ; Les Républicains)  Bruno Cousein (H ; Les Républicains)	Maire du Touquet-Paris-Plage, conseiller régional des Hauts-de-France et en charge de l'enseignement supérieur et de la Recherche au sein du PMCO.  Président de la CA2BM, maire de Berck et en charge du tourisme et de la démographie au sein du PMCO.

En application de la loi du 21 mai 2025, l'ensemble des listes présentées aux élections municipales doivent être paritaires, avec une alternance homme/femme ou femme/homme. Toutefois, on constate que les postes de présidence ou de direction demeurent majoritairement occupés par des hommes : dans les Hauts-de-France, les femmes représentent 40% des personnes élues en conseil municipal, 31 % des premiers adjoints au maire et uniquement 19 % des maires<sup>23</sup>.

### Données démographiques

Les six territoires composant le littoral du Nord et du Pas-de-Calais présentent des caractéristiques démographiques très différentes.

Avec un total de 519 657 habitant·es, on constate une concentration des populations dans les agglomérations : **Dunkerque et Calais sont respectivement les 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> villes les plus peuplées des Hauts-de-France**, avec respectivement 87 013 et 67 585 habitant·es<sup>24</sup>. Boulogne-sur-Mer se positionne en 12<sup>ème</sup> position avec 41 039 habitant·es. Malgré une différence de densité de population très prononcée entre les territoires (122,0 hab./km<sup>2</sup> pour la CCT2C contre 642,4 pour la CUD), le littoral du Nord et du Pas-de-Calais reste plus dense que la moyenne nationale (121,1 hab./km<sup>2</sup>).

Par rapport aux autres territoires des Hauts-de-France, **le littoral du Nord et du Pas-de-Calais connaît une baisse annuelle de sa population associée à un solde migratoire négatif**, en particulier sur la CAGCTM (perte de 1,2 % de la population de 2016 à 2022) et à l'exception de la CCRA et la CCT2C qui enregistrent une variation légèrement positive.

<sup>23</sup> Un maire sur cinq est une femme dans les Hauts-de-France : Avec 40,6 % d'élues aux conseils municipaux, la parité est encore loin. (2026, février 26). France 3 Hauts-de-France. <https://france3-regions.franceinfo.fr/hauts-de-france/nord-0/lille/un-maire-sur-cinq-est-une-femme-dans-les-hauts-de-france-avec-40-6-d-elues-aux-conseils-municipaux-la-parite-est-encore-loin-3305466.html>

<sup>24</sup> INSEE (2024) La population de la région Hauts-de-France demeure stable—Insee Analyses Hauts-de-France—183. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8312050>



Aussi, l'espace littoral connaît un vieillissement de sa population supérieur à la moyenne régionale (part des hommes de plus de 65 ans : 15,9 % sur le littoral, 14,3% dans la Région ; part des femmes de plus de 65 ans : 21,3 % sur le littoral, 19,3 % dans la Région)<sup>25</sup>. Le Montreuillois, en particulier, à 80 fois plus de personnes de plus de 65 ans que de personnes de moins de 20 ans. Bien que le territoire accueille une population relativement jeune (avec 18,5 % de 12-25 ans sur le territoire de la CUD, indice le plus élevé de France), les tendances démographiques envisagent une baisse de 20 % du nombre de 15-29 ans d'ici 2050, par rapport à une moyenne régionale de - 5%, du fait des départs des jeunes actifs et d'une baisse de la natalité dans les dernières décennies<sup>26</sup>. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à vivre dans les pôles urbains du littoral du Nord et du Pas-de-Calais, qui comptent entre 52 et 55% de femmes<sup>27</sup>.

## Profil économique

Dans un contexte de reconstruction post Seconde Guerre Mondiale, les années 1960 voient l'essor du complexe industrialo-portuaire de Dunkerque, en parallèle de la progression de l'industrie, du tourisme et de l'urbanisation du littoral<sup>28</sup>. Aujourd'hui, le détroit du Pas-de-Calais est le deuxième détroit le plus fréquenté au monde, 25% du trafic maritime mondial y circulant. De fait, les activités portuaires sont essentielles à l'activité locale et profitent à de nombreux secteurs : l'industrie, la pêche, le commerce et le tourisme.

**Le littoral du Nord et du Pas-de-Calais est un territoire industriel**, en particulier à l'échelle du Dunkerquois et de la CCT2C avec respectivement 7,7 % et 8,1 % des emplois dans le secteur industriel pour une moyenne nationale de 6,3 %. Le Grand Port Maritime de Dunkerque est le 3e port français par le trafic global et 1e port national de fret ferroviaire.

Le territoire de la CUD émet 16 millions de CO<sub>2</sub>-eq et est à l'origine de 21 % des émissions de GES d'origine industrielle de l'ensemble de la France, du fait d'industries très émissives comme la sidérurgie<sup>29</sup>. La production d'énergie constitue également un secteur d'activité historique sur la partie nord du littoral : la centrale nucléaire de Gravelines, la plus grosse centrale d'Europe de l'Ouest et l'une des plus anciennes en France (début de la construction en 1974 pour une mise en service des derniers réacteurs en 1985) et utilise l'eau de mer comme système de refroidissement. En 2019, elle a produit l'équivalent de la consommation annuelle en électricité du Nord et du Pas-de-Calais. Les premières éoliennes terrestres sont également installées à Dunkerque au début des années 1990 et un parc éolien offshore de 46 éoliennes devrait voir le jour à 10 km du rivage d'ici 2028.

---

<sup>25</sup> Despeyroux, Y ; Guinamard, B ; Marlier, G. (Septembre 2020). *Le littoral des Hauts-de-France : des enjeux de complémentarités et de solidarités territoriales*. Repères Hauts-de-France. n°23. <https://2040.hautsdefrance.fr/wp-content/uploads/2020/10/Rep%C3%A8res-HDF-n%C2%B023-Le-littoral-des-Hauts-de-France.pdf>

<sup>26</sup> Communauté urbaine de Dunkerque (Février 2023) *Feuille de route jeunesse 2023-2026*. [https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/fileadmin/Cud/documents/jeunesse/feuille\\_de\\_route\\_jeunesse\\_2023\\_2026.pdf](https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/fileadmin/Cud/documents/jeunesse/feuille_de_route_jeunesse_2023_2026.pdf)

<sup>27</sup> Ratio femmes / hommes | L'Observatoire des Territoires. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/ratio-femmes-hommes>

<sup>28</sup> Région académique Hauts-de-France ; Académies Amiens Lille. (octobre 2020) *Cahier numérique n° 1 : Le littoral*. Collection Les lycées de la biodiversité. <https://www.enrx.fr/wp-content/uploads/2020/10/TELECHARGER-le-cahier-LITTORAL.pdf>

<sup>29</sup> Bassin dunkerquois : La décarbonation collective à l'étude | Energie Plus. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.energie-plus.com/bassin-dunkerquois-la-decarbonation-collective-letude>



Le terminal méthanier de Loon-Plage est le 2<sup>e</sup> plus important d'Europe (environ 20 % de la consommation annuelle de gaz naturel pour la France et la Belgique y transite chaque année)<sup>30</sup>. Le terminal gazier du port de Dunkerque est également un point d'interconnexion des réseaux gaziers d'Europe, en lien avec les plateformes en mer du Nord norvégienne. Aussi, le littoral s'engage dans la recherche et le développement de technologies énergétiques innovantes telles que l'hydrogène vert, dans le cadre de la feuille de route régionale 2022-2027 « REV3 - Transformons les Hauts-de-France », pour répondre aux défis des transitions énergétiques, économiques et sociétales<sup>31</sup>. C'est notamment dans ce cadre que le Pôle Énergie a été constitué à Dunkerque et que la CUD est devenue lauréate du programme « Territoire d'Innovation de Grande Ambition » de l'État<sup>32</sup>.

Le Port Régional de Boulogne-sur-Mer est le 1<sup>e</sup> port de pêche français et européen pour sa flotte de pêche et leader européen de la transformation des produits de la mer<sup>33</sup>. La part des emplois dans la pêche, la sylviculture et l'agriculture est plus importante sur les territoires de la CCRA et de la CCT2C que le reste du pays (respectivement 14,0%, 11,7% et 4,9 % des emplois sont dans ce secteur). Les années 1960 voient l'essor de la pêche industrielle et de l'industrie de transformation des produits de la mer dans le Boulonnais, avec notamment le développement du Pôle Aquimer. Cette filière a été très affectée par le Brexit, réduisant la zone de pêche des pêcheurs français, et est en première ligne des impacts du changement climatique avec la diminution de la ressource halieutique.

Le littoral du Nord Pas-de-Calais est long de 160km et est composé de divers milieux urbanisés (38% de la bande côtière des Hauts-de-France) et naturels (35,3% de la bande côtière des Hauts-de-France est constituée de dunes, falaises, roches, estuaires)<sup>34</sup>. En particulier, le détroit de l'Aa, dans la région du Dunkerquois, est un polder, c'est-à-dire une zone de terre sous le niveau de la mer, le rendant particulièrement vulnérable à la montée des eaux associée au changement climatique. La France dispose de différentes normes de protection de l'environnement : les espaces terrestres peuvent avoir le statut de Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique de type 1 et 2, et les espaces maritimes sont également concernés par les directives Oiseaux et Habitats, constituant les zones Natura 2000 du Banc des Flandres (Dunkerquois), le Cap Gris-Nez, les Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais et enfin la Baie de Canche et le couloir des trois estuaires.

Selon la localisation et la typologie des espaces naturels protégés, différents acteurs interviennent dans leur gestion et protection : les espaces littoraux sont notamment protégés par le Conservatoire du Littoral, les espaces terrestres par différents acteurs tels

---

<sup>30</sup> Région académique Hauts-de-France ; Académies Amiens Lille. (octobre 2020) *op. cit.*

<sup>31</sup> Nico. (2022, juin 23). REV3, la feuille de route 2022-2027 pour transformer les Hauts-de-France. *Région Hauts-de-France*. <https://www.hautsdefrance.fr/communique-presse-rev3-feuille-de-route-2022-2027-pour-transformer-les-hauts-de-france/>

<sup>32</sup> Communauté urbaine de Dunkerque (2018, mars 20). Avec TIGA, Dunkerque veut devenir un démonstrateur de l'industrie du 21<sup>e</sup> siècle. <https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/actualite/toutes-les-actualites/vue-detaillee/avec-tiga-dunkerque-veut-devenir-un-demonstrateur-de-lindustrie-du-21e-siecle-1>

<sup>33</sup> Communauté d'agglomération du Boulonnais. (s. d.). *1<sup>er</sup> Port de pêche de France*. [agglomeration-boulonnais.fr](http://agglomeration-boulonnais.fr) : Site Internet. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.agglo-boulonnais.fr/attractive-et-innovante/1er-port-de-peche-de-france>

<sup>34</sup> Région académique Hauts-de-France ; Académies Amiens Lille. (octobre 2020) *op. cit.*



que le Parc Naturel Régional (PNR) des Caps et Marais d'Opale et le syndicat mixte EDEN 62, et les espaces maritimes par le parc naturel marin des Estuaires picards et de la mer d'Opale. Les Dunes de Flandres ont obtenu en 2025 le label « Grand Site de France », ce qui assoit la notoriété du lieu tant pour des questions environnementales que touristiques. Le tourisme joue un rôle important sur le patrimoine résidentiel, en particulier dans le Montreuillois : 45,8 % des logements de l'agglomération sont des résidences secondaires et logements occasionnels<sup>35</sup>. À Boulogne-sur-Mer, le centre national de la mer Nausicaa, plus grand aquarium d'Europe, a enregistré une fréquentation record en 2018 avec 900 000 visiteurs<sup>36</sup>. Ce site offre un rayonnement touristique important tout en étant un outil de sensibilisation aux enjeux environnementaux pour la population locale.

Concernant les études universitaires et le monde de la recherche, le principal établissement d'enseignement supérieur du littoral est l'ULCO (Université Littorale de la Côte d'Opale). Son siège est à Dunkerque mais son activité se déploie sur 4 sites : Dunkerque, Calais, Boulogne-sur-Mer et Saint Omer, formant annuellement 10 400 étudiant-es<sup>37</sup>.

Le littoral du Nord dispose d'une frontière commune avec la Belgique (en particulier, la province de Flandres Occidentale, dont la langue courante est le flamand). Les connexions avec le Royaume-Uni et l'Irlande sont également importantes, par voie ferroviaire et automobile (Tunnel sous la manche depuis Calais) et maritime (depuis Calais, qui est le premier port français de voyageurs, et Dunkerque avec une connexion en ferry avec Rosslare en Irlande). La ville de Wisant est la plus proche de la côte britannique avec une distance d'environ 34 km. Le rétablissement d'une frontière depuis le Brexit et le nombre important et à la hausse de migrations illégales à destination du Royaume-Uni sont des éléments supplémentaires de tension sur les activités notamment portuaires et douanières du territoire : leur nombre a été multiplié au minimum par 10 entre 2010 et 2016<sup>38</sup>. La connexion du littoral avec les différents sièges européens est importante, en particulier avec la récente décision d'installer l'Autorité douanière européenne (*European Union Customs Authority*, EUCA) à Lille<sup>39</sup>.

**La population du littoral est relativement précaire** : en 2021, le taux de pauvreté des EPCI étudiés est au-dessus de la moyenne nationale (CAGCTM : 23,2 % ; CAB : 20,1 % ; CUD : 19,4 % pour une moyenne nationale de 14,9 % et une moyenne régionale à 19,0 %). La pauvreté touche en particulier les agglomérations. Par exemple, **un·e habitant·e de Calais sur 4 vit sous le seuil de pauvreté** (c'est-à-dire, en dessous de 60% du revenu médian français)<sup>40</sup>. Plus largement, l'Indice de Développement Humain (IDH-4), mesurant le niveau

---

<sup>35</sup> INSEE. (2026, 31 mars). *Dossier complet – Intercommunalité-métropole de des Deux Baies en Montreuillois (200069029)* <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-200069029>

<sup>36</sup> Région académique Hauts-de-France ; Académies Amiens Lille. (octobre 2020) *op. cit.*

<sup>37</sup> L'ULCO en chiffres—Université du Littoral Côte d'Opale. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.univ-littoral.fr/universite/lulco-en-chiffres/>

<sup>38</sup> 1998-2015 : L'évolution du nombre de migrants à Calais en un graphique. (2015, octobre 21). France 3 Hauts-de-France. <https://france3-regions.franceinfo.fr/hauts-de-france/1998-2015-l-evolution-du-nombre-de-migrants-calais-en-un-graphique-834641.html>

<sup>39</sup> <https://www.economie.gouv.fr/euca-lille>

<sup>40</sup> Despeyroux, Y ; Guinamard, B ; Marlier, G. (Septembre 2020). *op. cit.*



de richesse, de scolarisation et espérance de vie à la naissance sur le territoire, apparaît nettement inférieur à la moyenne régionale dans les pôles urbains du littoral comme Calais et Boulogne-sur-Mer ; la ville de Grande-Synthe se caractérise aussi par un IDH parmi les plus faibles de la région.

Par ailleurs, **le taux d'activité des 15-64 ans est inférieur à la moyenne, sur l'ensemble du territoire** (de 69,5 % (CAGCTM) à 74,4 % (CCRA), contre une moyenne nationale à 75,3 %) <sup>41</sup>. En 2021, les femmes du Nord et du Pas-de-Calais ont un taux d'activité plus faible de 5 à 6 % que le reste de la France métropolitaine, ce qui peut être la conséquence d'une activité économique longtemps tournée vers des métiers de l'industrie et de la pêche traditionnellement masculins <sup>42 43</sup>. Comme dans le reste de la région, **les enjeux sanitaires apparaissent prégnants sur le littoral avec une surmortalité prématurée** (survenant avant 65 ans) supérieure de 45 % à la moyenne nationale dans les grandes intercommunalités (CUD, CAGCTM, CAB) <sup>44</sup>.

Le changement climatique et **la hausse du niveau de l'océan engendrerait une entrée de la mer dans les terres** à Calais, Boulogne, Dunkerque, le Touquet et arriverait jusqu'à Saint-Omer, **provoquant la relocalisation de plus de 500 000 habitant·es** <sup>45</sup>. La partie nord du territoire a la particularité d'être un polder : les territoires du Delta de l'Aa, gagnés sur la mer depuis le Moyen-Âge par des systèmes de pompage et de drainage de l'eau, sont particulièrement menacés de submersions et d'inondations (comme advenues dans le secteur de Saint-Omer lors de l'hiver 2023). Le territoire est également confronté à des risques technologiques, du fait du nombre important de sites classés SEVESO sur le nord du littoral (25 entre Calais et Dunkerque) <sup>46</sup>, l'une des concentrations les plus importantes de France.

### Fiche 3 : Citoyenneté mondiale et éducation au développement durable sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais



Le rôle de l'objectif 4 de l'Agenda 2030 vise à fournir une éducation de qualité à toutes et tous et à promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie.

La cible 4.7 a en particulier pour objectif d'amener à ce que « *tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement de*

<sup>41</sup> INSEE (2026, 31 mars). *Comparateur de territoires avec la CAGCTM, la CUD, la CCRA, la CATDC, la CAB, la France entière et France métropolitaine.* <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=EPCI-200090751+EPCI-245900428+EPCI-246200844+EPCI-246200380+EPCI-246200729+EPCI-200069029+FE-I+METRO-I>

<sup>42</sup> Insee Hauts-de-France (septembre 2021). *Chiffres-Clés des départements des Hauts-de-France.* <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/hauts-de-france/content/download/87122/560167/file/Chiffres%20Cl%C3%A9s%20HdF%20-%20V2.pdf>

<sup>43</sup> Despeyroux, Y ; Guinamard, B ; Marlier, G. (Septembre 2020). *op. cit.*

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> Région académique Hauts-de-France ; Académies Amiens Lille. (octobre 2020) *op. cit.*

<sup>46</sup> DREAL Hauts-de-France (2022) *Implantation des sites SEVESO sur le littoral de l'Unité Départementale du Littoral.* Consulté



*modes de vie durables, des droits humains, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable* »<sup>47</sup>. L'objectif de la cartographie locale est d'évaluer l'intégration des enjeux de citoyenneté mondiale, d'éducation à l'environnement et d'égalité entre les genres dans les politiques éducatives et les cursus scolaires du littoral de la Côte d'Opale. Pour cela, l'implémentation sur le territoire des plans nationaux d'éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale a été analysée.

Les programmes scolaires français sont établis à l'échelle étatique par le Ministère de l'Éducation Nationale. Les élèves de primaire, collège et lycée suivent un cursus d'enseignement « moral et civique »<sup>48</sup>, mis en place par la [loi du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République](#). Au travers de cours spécifiques, mais aussi d'initiations à la vie démocratique (élections d'élèves par exemple), les élèves sont invité·es à s'engager pour le respect de l'environnement et d'autrui. Cela est également mis en lien avec des temps de sensibilisation aux enjeux du développement durable et de la lutte contre les discriminations<sup>49</sup>. Ce cursus a été réévalué en 2021, avec pour effet d'amplifier la place accordée à l'Éducation au Développement Durable (EDD) et à l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale (ECM)<sup>50 51</sup>.

Pour l'année 2024-2025, 11 écoles du territoire d'étude étaient labellisées « éco-école » sur le territoire d'étude (3 dans la CUD ; 3 dans la CAGCTM ; 3 dans la CAB, 1 dans la CA2BM)<sup>52</sup>. Les questions environnementales sont principalement tournées vers les enjeux littoraux : depuis 10 ans, le réseau des aires maritimes éducatives animé par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) permet de former les scolaires (primaire et collège) à la préservation des espaces naturels du littoral sud des Hauts-de-France (CAB, CA2BM et Somme) (entretien 7). Plus largement, les acteurs associatifs EDEN 62 et CPIE Flandre Maritime proposent de nombreuses animations en lien avec la préservation des espaces naturels et de la biodiversité. Les « semaines de la mer », organisées tous les ans en avril, sont un temps privilégié pour ces sensibilisations<sup>53</sup>. La Rectrice, en lien avec le Ministère de l'Éducation Nationale, lancera en juin 2026 l'Académie de la Mer en Hauts-de-France,

<sup>47</sup> France, L. 2030 en. (2024, avril 9). *ODD4—Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie*. L'Agenda 2030 en France. <https://www.agenda-2030.fr/17-objetsifs-de-developpement-durable/article/odd4-veiller-a-ce-que-tous-puissent-suivre-une-education-de-qualite-dans-des>

<sup>48</sup> Cette discipline est déclinée sous la forme de quatre dimensions : sensible (soi et les autres), normative (le droit et la règle, principes pour vivre avec les autres), cognitive (le jugement, penser par soi-même et avec les autres) et pratique (l'engagement, agir individuellement et collectivement) ; Données relatives au programme d'enseignement moral et civique. Site datagouv. Consulté le 13 avril 2026. <https://www.data.gouv.fr/datasets/programme-denseignement-moral-et-civique>

<sup>49</sup> Annexes du Bulletin officiel de l'éducation nationale n°30 du 26-7-2018 [https://www.education.gouv.fr/sites/default/files/document/Programme%20d%203039;enseignement%20moral%20et%20civique%20de%20l%203039;%20A9cole%20et%20du%20coll%20C3%A8ge%20\(cycles%20A02.%203%20et%204\)-251664.pdf](https://www.education.gouv.fr/sites/default/files/document/Programme%20d%203039;enseignement%20moral%20et%20civique%20de%20l%203039;%20A9cole%20et%20du%20coll%20C3%A8ge%20(cycles%20A02.%203%20et%204)-251664.pdf)

<sup>50</sup> Cour des comptes. (Octobre 2021). *Citizenship Education, Communication to the National Assembly Public Policy Evaluation and Audit Committee*. <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-12/20211116-summary-Citizenship-education.pdf>

<sup>51</sup> Brochure interministérielle de France Diplomatie. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/brochure\\_interministerielle\\_education\\_web\\_cle4193e8.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/brochure_interministerielle_education_web_cle4193e8.pdf)

<sup>52</sup> *20 ans d'Eco-Ecole : Découvrez les labellisés 2025 !* (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.eco-ecole.org/actualite/eco-ecole-20ans-labellisation-2025>

<sup>53</sup> *Semaines de la mer—CPIE Flandre Maritime*. (2022, février 22). <https://cpieflandremaritime.fr/semaines-de-la-mer/>



qui visera à regrouper toutes les initiatives et pratiques scolaires sur le littoral et la mer, avec une volonté de créer une labellisation des écoles engagées sur ces thématiques (entretien 7). Par ailleurs, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie est engagée sur les enjeux de jeunesse et de solidarité internationale. Elle finance tous les ans des projets visant à impliquer des jeunes de 15 à 25 ans dans la politique de l'eau à l'échelle locale<sup>54</sup>. Elle soutient en particulier le Parlement des Jeunes pour l'Eau du bassin Artois Picardie qui organise tous les 6 mois une assemblée autour d'un thème spécifique. Le thème de mars 2026 était la solidarité internationale, avec la mise en avant des projets menés au sein des différents lycées de la Région pour la solidarité internationale et l'accès à l'eau partout dans le monde.

Le montage de ces initiatives est impacté par les difficultés rencontrées par les professeur·es, qui n'ont souvent pas de moyens ou temps spécifiquement dédiés à ces projets, ce qui conditionne leur réalisation à la motivation d'une personne du corps enseignant (qui n'est pas forcément le ou la professeur·e référent·e en charge de l'éducation civique, ni du développement durable). Un professeur (souhaitant rester anonyme) dans un collège de zone d'éducation prioritaire (ZEP) du Dunkerquois témoigne par ailleurs du besoin d'accompagnement des parents. Dans le cadre du programme « Ouvrir l'École aux parents pour la réussite des enfants » (OEPRE), visant à informer les parents sur le rôle de l'école, il est souvent amené à accompagner les parents issus de l'immigration dans leurs démarches administratives<sup>55</sup>. Cela illustre le fait que le rôle du corps enseignant dépasse largement celui de l'éducation des enfants et est affecté par les situations personnelles que rencontrent les familles des élèves.

Les enjeux de lutte contre le harcèlement, les violences basées sur le genre et d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle ont également été progressivement intégrés aux programmes scolaires, montrant donc un avancement dans le sens de l'égalité femmes-hommes. Ce pan de l'éducation est plus largement détaillé dans la Fiche 4.

Dans le cadre de l'Appel à projet « Proch'Orientation », le Conseil Régional Hauts-de-France soutient les projets des lycées et des centres de formation d'apprenti·es en lien avec la lutte contre les stéréotypes dans les choix d'orientations, et pour l'insertion professionnelle et la lutte contre le décrochage scolaire<sup>56</sup>.

Concernant les études supérieures, l'ULCO propose des formations aux enjeux environnementaux mais aucune école locale ne propose un programme d'étude spécifiquement consacré ou incluant l'ECM. Au-delà de l'éducation formelle, différents événements existent sur le territoire afin de promouvoir une culture commune du littoral autour des enjeux de préservation de l'environnement et de citoyenneté mondiale. Par

---

<sup>54</sup> Politique Jeunesse 2026-2027 « La Place des 15-25 ans dans le débat pour l'eau » (1<sup>er</sup> janvier 2026 au 15 octobre 2027) | Agence de l'Eau Artois-Picardie. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.eau-artois-picardie.fr/politique-jeunesse-2026-2027-la-place-des-15-25-ans-dans-le-debat-pour-leau-1er-janvier-2026-au-15>

<sup>55</sup> Relations école-famille. (s. d.). Ministère de l'Éducation nationale. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.education.gouv.fr/bo/2025/Hebdo38/MENE2525824C>

<sup>56</sup> Appel à projets Proch'Orientation, pour une orientation choisie et une trajectoire réussie vers l'emploi—JIQE - Guide des aides—Région Hauts-de-France. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://guide-aides.hautsdefrance.fr/dispositif958>



exemple, le festival des solidarités internationales, organisé annuellement dans le cadre de la semaine de l'ECM, se déroule dans plusieurs villes du littoral (Boulogne, Grande-Synthe)<sup>57 58</sup>. Il existe d'autres festivals et événements artistiques ponctuels, relayés notamment par les réseaux des médiathèques (comme le réseau Les Balises sur la CUD) et les organisations associatives tels que le C.D.S.I. de la CAB (entretien 9).

#### Fiche 4 : Parvenir à l'égalité des sexes au niveau local



En France, de nombreuses mesures sont mises en œuvre dans l'objectif de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes, tant dans la rémunération que dans la représentation dans les postes de pouvoir, tout en luttant contre les violences, physiques, sexuelles, notamment intrafamiliales, faites à l'encontre des femmes et des filles.

Au travers de lois et plans d'actions adoptés par l'État français ([loi n° 2018-703 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes](#), [loi n° 2018-771 pour la liberté de choisir son avenir professionnel](#), [plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027](#), etc.), mais aussi d'initiatives non-étatiques et locales, de grandes actions sont menées afin d'une part de protéger les femmes victimes de violences, d'assurer leur santé physique et psychique, et d'autre part d'assurer une égalité dans les situations professionnelles et économiques, en particulier l'accès au travail, les positions hiérarchiques, les revenus, la visibilité, etc.<sup>59 60</sup>. Bien que les personnes interviewées aient reconnu l'importance de cet enjeu, les discriminations entre les sexes n'est pas apparu comme le sujet prioritaire de leur engagement (entretien 2, 5, 7).

Il n'existe pas de panorama local d'évaluation de l'ampleur de la discrimination à l'égard des femmes et des filles aux niveaux social, culturel, éducatif, politique et économique. Cependant, les données au niveau national montrent que la situation des femmes s'est améliorée dans les dernières années, avec un écart de rémunération entre les hommes et les femmes moins important (passant de 16,7% en 2018 à 13,9% en 2022) et la présence de tout un réseau de systèmes locaux de soutien contre la violence<sup>61</sup>. Toutefois, les inégalités

<sup>57</sup> Semaine de l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale—Centre Nord-Sud—Www.coe.int. (s. d.). Centre Nord-Sud. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.coe.int/fr/web/north-south-centre/the-global-education-week>

<sup>58</sup> Programme 2025 du Festival des solidarités. (s. d.). Lianes coopération. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.lianescooperation.org/evenement/programme-2025-du-festival-des-solidarites/>

<sup>59</sup> Histoire des droits des femmes chronologie de la Révolution à nos jours | Vie publique. (2026, janvier 20). <https://www.vie-publique.fr/eclairage/19590-histoire-des-droits-des-femmes-chronologie-de-la-revolution-nos-jours>

<sup>60</sup> L'Agenda 2030 en France. (2024, février 7). ODD5—Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. L'Agenda 2030 en France. <https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable/article/odd5-realiser-l-egalite-des-sexes-et-autonomiser-toutes-les-femmes-et-les>

<sup>61</sup> 2024—Tendances de la France pour atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030 – ODD 5. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.agenda-2030.fr/rosace/index2024.html?&ODD=5>



persistent et le travail domestique reste largement à la charge de la femme du sein des ménages hétérosexuels<sup>62</sup>.

Les dispositifs nationaux ont permis l'émergence de nombreux établissements d'accueil des femmes et filles victimes de violence : Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF), Plannings familiaux, Association Solfa, Mahra le toit, etc. Ces associations fonctionnent en réseau sur le territoire et participent activement à la sensibilisation aux violences basées sur le genre et à l'éducation à la santé sexuelle dans les écoles (entretien 11). Les collectivités contribuent également à rendre les femmes plus visibles, comme en atteste le magazine communautaire de la CUD de mars-avril 2024 sur le thème des « Femmes du Dunkerquois » et le travail du Centre de la Mémoire Urbaine de l'Agglomération de Dunkerque (CMUA) autour du « matrimoine », actrices de l'histoire du territoire<sup>63 64</sup>. Les acteurs du territoire rencontrés sont en faveur d'une meilleure égalité entre les sexes et y contribuent dans une certaine mesure : à titre d'exemple, l'ULCO a signé une convention afin de faciliter les procédures disciplinaires et pénales contre les auteurs de violences sexistes ou sexuelles (VSS). Certains acteurs s'engagent également dans des dispositifs de valorisation et de mise en avant de femmes ayant des postes à haute responsabilité et d'aide aux initiatives entrepreneuriales des femmes, comme l'association « Femmes des territoires » qui constitue un réseau d'entraide à l'échelle nationale pour les femmes entrepreneuses, ou encore l'initiative « Présentes » de soutien et de promotion des filles et des femmes de la côte d'opale sous la forme d'un podcast.

Au-delà des actions de solidarité (aide aux personnes vulnérables, lutte contre les VSS...) et en lien avec l'entreprenariat et la vie professionnelle des femmes, les initiatives relatives à cet ODD sont peu médiatisées et se limitent en général aux dispositifs et mesures par ailleurs poussées au niveau national. Un certain nombre de collectifs existent comme « Nous Toutes du Boulonnais » ou le Collectif féministe de Calais, mais sont peu présentes médiatiquement. Dans le cadre d'un échange informel, une ancienne habitante de Calais a associé cela à la forte présence policière et la répression vécue par les militant·es féministes et LGBTQI+, ainsi que l'ensemble des défenseur·euses de la dignité et la régularisation des personnes sans papier, notamment issues de l'immigration illégale. Le manque de reconnaissance et de soutien des collectivités locales contribue à marginaliser ces mouvements, qui s'organisent de façon informelle dans des lieux comme des bars, et se protègent des expositions publiques pouvant porter atteinte à leur sécurité. Cette répression semble être un cas particulier à la CAGCTM, les associations du Dunkerquois interviewées ont témoigné de liens entre les associations d'aide humanitaires aux migrant·es et les centres de santé sexuelle du territoire, qui fournissent ponctuellement des consultations et traitements aux femmes des camps de migrants (entretien 11).

---

<sup>62</sup> *Partage des tâches domestiques: Les progrès sont lents.* (s. d.). Observatoire des inégalités. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.inegalites.fr/inegalites-taches-domestiques-femmes-hommes>

<sup>63</sup> Magazine Communautaire de la CUD. (Mars-Avril 2024). *Femmes du Dunkerquois*. n°19. [https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/fileadmin/Cud/documents/Magazines\\_communautaires/MAGCUD\\_19WEB.pdf](https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/fileadmin/Cud/documents/Magazines_communautaires/MAGCUD_19WEB.pdf)

<sup>64</sup> *Le matrimoine—CMUA.* (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://archives-dunkerque.fr/decouvrir/histoires-dici/le-matrimoine>



Les questions d'homophobie et de lgbti-phobie sont mal évaluées à l'échelle locale et aucune donnée publique n'est disponible. Au niveau national, le rapport de l'association SOS Homophobie de 2025 montre des chiffres stables, avec cependant une montée du degré de violence des agressions<sup>65</sup>.

Au niveau de l'Éducation Nationale, la [loi de 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception](#) a rendu obligatoire pour l'ensemble des établissements scolaires de réaliser 3 séances d'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle (EVARS), du CP à la Terminale, ce qui dans la pratique est encore loin d'être respecté (entretien 11). En septembre 2025, l'EVARS est devenue un contenu pédagogique à part entière et a été intégrée au programme scolaire. Ainsi, cette sensibilisation devient une responsabilité supplémentaire pour les professeur·es, qui ne disposent que de deux journées de formation et se retrouvent à devoir faire face à la vague de remise en question de ce programme éducatif par certains parents. Ce « backlash », couplé à la banalisation des discours de haine envers les personnes LGBTI+ portés en France par des personnalités politiques et notamment du Gouvernement ne contribue pas à endiguer dès le plus jeune âge les stéréotypes et violences relatifs au genre et à l'orientation sexuelle.

Si de nombreux dispositifs existent au niveau national afin de lutter contre le harcèlement scolaire, et en particulier contre le cyberharcèlement (exemple : <https://e-enfance.org>), il n'existe pas de données produites à l'échelle ni de l'académie de Lille ni des territoires étudiés. Les personnes interviewées témoignent cependant de grands progrès ces dernières années : « *On a eu des avancées, on était très contents d'apprendre que les gestes qui sauvent étaient maintenant inclus à l'école, les compétences numériques aussi. On voit maintenant la santé sexuelle arriver. Le harcèlement pour les jeunes, c'est devenu tellement une évidence, ils en mangent à toutes les sauces. Moi, je n'ai jamais eu ça à l'école, on ne nous a jamais parlé d'harcèlement, de respect, de tolérance, etc. À l'époque, pour l'avoir vécu en vrai, les personnes avec des troubles « dys » c'étaient des cancre, ils étaient au coin avec le bonnet d'âne et leur cahier était jeté au-dessus des armoires. Donc on a quand même fait des beaux progrès depuis les années soixante-dix.* » (entretien 3). Par ailleurs, il apparaît qu'il n'y a pas de sondage, manifestation ou action notable en matière de lutte contre le harcèlement scolaire réalisés à l'échelle locale.

## Fiche 5 : Travail décent pour les travailleur·euses migrant·es et lutte contre toutes les formes d'inégalités : cartographie des groupes vulnérables

---

<sup>65</sup> Rapport sur les LGBTIphobies | SOS homophobie. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.sos-homophobie.org/informer/rapport-annuel-lgbtiphobies>



Cette fiche vise à comprendre les difficultés rencontrées par les personnes et communautés les plus vulnérables du territoire. Au travers des différents entretiens, deux problématiques ont émergé : la question des personnes éloignées de l'emploi et les enjeux migratoires. En particulier, la question de l'emploi se concentre sur les jeunes et les plus précaires économiquement, sans politique spécifiquement orientée sur l'insertion des femmes, jeunes ou âgées. Les acteurs du secteur de l'insertion et de l'aide aux personnes issues de l'immigration se disent de plus en plus en difficulté, avec des moyens réduits par rapport à la demande et des situations rencontrées de plus en plus complexes, croisant différents niveaux de vulnérabilité : précarité financière, non accès ou recours aux services de santé, etc.

Les différentes personnes travaillant dans le secteur de l'insertion sociale, et en particulier auprès des jeunes, ont fait part de leur inquiétude concernant la santé mentale de plus en plus dégradée de leurs publics cibles. D'une part, les progrès dans l'insertion à l'emploi par les dispositifs conventionnels orientent vers les structures associatives des personnes de plus en plus éloignées de l'emploi, ayant des conditions de vie particulièrement entravantes pour leur bonne insertion professionnelle. Par exemple, les difficultés à la mobilité (appréhension des transports en commun, difficulté à passer et garder le permis, absence de transports en milieu rural) se combinent aux problèmes d'addiction aux drogues et/ou à l'alcool, qui engendrent des accès aux soins difficiles du fait de la distance aux hôpitaux publics (entretien 2). Le déclin de la santé mentale chez les jeunes est un sujet qui préoccupe beaucoup les accompagnateur·ices, qui témoignent d'une dégradation rapide et inquiétante : « *c'est de plus en plus compliqué de les faire sortir de chez eux, de les accrocher et de trouver des solutions alors qu'ils ne vont pas bien. Il y a quand même vraiment une différence entre rien que 5-6 ans et aujourd'hui* » (entretien 3). En effet, certaines personnes avancent comme explication que le Covid a empêché les jeunes de sortir, en particulier ceux dont l'environnement familial n'était pas adapté, accélérant le déclin de la santé mentale, en lien aussi avec les questions environnementales et l'accès à l'information mondiale, renforçant leur état de stress : « *tout ça, ça engendre quand même beaucoup d'angoisse pour les jeunes, qui sont en période de construction de leur identité* » (entretien 3)<sup>66</sup>. Des études sont en cours pour apporter des éléments d'explication supplémentaires, en particulier à l'initiative du Conseil économique social et environnemental (CESE)<sup>67</sup>.

Cela est également associé à une désillusion, un sentiment d'abandon et plus généralement une difficulté à se projeter dans l'avenir, avec des attentes qu'ils et elles perçoivent comme inatteignables, ce qui creuse le fossé entre les générations, entre les attentes des employeurs et les aspirations des jeunes. Bien que les établissements d'insertion se dotent

<sup>66</sup> Bronsard, G. (2024, avril 16). La santé mentale des jeunes s'est-elle réellement dégradée ? *Polytechnique Insights*. <https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/sante-et-biotech/la-sante-mentale-des-jeunes-sest-elle-reellement-degradee/>

<sup>67</sup> Quelles conséquences de la dégradation de la santé mentale des jeunes ? | Le Conseil économique social et environnemental. (2025, février 18). <https://www.lecese.fr/actualites/quelles-consequences-degradation-sante-mentale-des-jeunes>



de compétences psychosociales, avec une aide de l'Agence Régionale de Santé (ARS) sur les volets santé et addiction, cela semble insuffisant. Le financement par l'État et la Région d'accompagnements collectifs, contrairement à l'approche individuelle actuellement pratiquée, permettrait de renforcer l'échange entre pair-es et de faire émerger des initiatives collectives. La principale difficulté liée à l'accompagnement des jeunes semble être de garantir leur suivi dans le temps, puisque les contacts sont souvent rompus lorsque ces dernier-es s'insèrent dans un parcours professionnel ou éducatif (entretien 3).

D'un point de vue démographique, le vieillissement de la population entraîne de nombreuses problématiques. Le développement de la « silver economy » fait partie des enjeux majeurs identifiés pour le littoral par la Région Hauts-de-France, dans le cadre de ses **travaux de prospective sur l'attractivité du littoral en 2040**, et certain-es maires développent des projets de logements adaptés aux situations de handicap et aux personnes âgées, de façon à permettre aux aîné-es de rester dans leur village (entretien 2).

La montée de l'extrême droite à l'échelle nationale et locale, liée à une hausse très importante du nombre de leurs partisan-es (de 14 % de la population en 2020 contre 22 % en 2025), a de fortes répercussions sur les personnes étrangères, en situation légale comme illégale<sup>68</sup>. « *On assiste à une forme d'effondrement : des personnes qui viennent nous solliciter parce qu'elles n'en peuvent plus de leur situation, et sont tout d'un coup dans une situation irrégulière alors qu'elles étaient parfois depuis de nombreuses années dans une situation régulière* » (entretien 6). En effet, une population immigrée importante vit sur le territoire Dunkerquois, implantation locale historiquement liée à l'industrialisation du territoire, sans pour autant que le pourcentage de travailleur-euses étranger-es soit supérieur à la moyenne nationale, avec une part d'immigré-es et de descendant-es d'immigré-es dans la population variant entre 4 et 8 % sur les Départements du Nord et du Pas-de-Calais pour une moyenne nationale (hors Mayotte) de 10 %<sup>69</sup> (entretien 6). « *La désindustrialisation du territoire a produit un choc considérable sur les emplois (fermetures d'usines, restructurations drastiques), frappant en premier les populations étrangères. La crise de l'emploi les a mis dans des situations de pauvreté et de précarisation très grandes, avec des situations progressivement devenues irrégulières. On a aujourd'hui, indéniablement, une très grande augmentation du nombre des OQTF (Obligations de Quitter le Territoire Français), ce qui est particulièrement odieux parce que tout le monde sait que les 9/10ème de ceux qui ont eu une OQTF ne pourront pas partir, et ne partiront pas, et donc sont soumis à des situations de misère indignes, du fait des nombreuses politiques nationales de répression* » (entretien 6). Dans cet extrait, la personne interviewée fait référence à la [loi du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration](#) et à la [circulaire du 23 janvier 2025](#), rendant plus strict l'admission sur le territoire français et nourrissant les imaginaires des personnes

---

<sup>68</sup> Bador-Fritche, E. (2025, octobre 21). « Fractures françaises » : Dans une France très pessimiste, le RN domine tous les autres partis. *Public Sénat*. <https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/fractures-francaises-dans-une-france-tres-pessimiste-le-rn-domine-tous-les-autres-partis>

<sup>69</sup> Localisation des immigrés et des descendants d'immigrés — Immigrés et descendants d'immigrés | Insee. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6793282?sommaire=6793391>



immigrées comme étant dangereuses et indésirables<sup>70</sup>. Sur une note positive, la même personne précise que la mise en place des transports urbains totalement gratuits sur la CUD en 2018 semble avoir aidé les personnes précaires, réduisant le poids économique de la mobilité dans leur budget (entretien 6).

Au-delà des travailleur·euses immigré·es, la principale préoccupation des personnes interviewées est celle de la migration illégale (entretien 6 ; entretien 7). De par sa proximité avec les îles britanniques, le littoral du Nord et du Pas-de-Calais fait face depuis des décennies à une constante hausse du nombre de personnes souhaitant demander l'asile pour se réfugier au Royaume-Uni (très peu de donnée quantitative existe sur ce sujet, a fortiori ventilée par sexe ; il a été recensé 17 000 nouveaux arrivants en 2025 sur le territoire britannique, et on compte 41 à 50 000 personnes ayant tenté de traverser la Manche)<sup>71 72 73</sup>.

Afin d'éviter l'installation de campements permanents insalubres, la France investit dans une politique d'expulsion, visant à régulièrement confisquer ou détruire le matériel de survie des personnes migrantes et à déloger toute forme d'installation. À l'échelle locale, les associations de défense des droits et d'aide humanitaire, telles que Human Rights Observer, Utopia 56, Refugee Women's Center, L'Auberge des migrants, Médecins du monde, Salam ou Roots, font l'objet d'une répression intense : en 2020, la distribution alimentaire a été interdite dans certains espaces publics de la ville de Calais, et les défenseur·euses des droits sont attaqués en justice pour leur activité de terrain, en particulier durant le confinement<sup>74 75 76</sup>. Une personne en entretien décrit la situation comme telle : « *Les politiques nationales font de la France la Turquie de l'Angleterre, mais sans les camps de réfugié·es. Parce qu'au moins en Turquie, il y a des camps qui obéissent aux normes de l'ONU. Sur le littoral, il n'y a pas ça, il n'y a même pas ce minimum, ce qui fait que l'ONU condamne la situation qui se joue sur le littoral de la Manche, constatant les conditions indignes* » (entretien 6). En effet, un village de migrant·es labellisé par l'ONU a été construit en 2017 par Damien Carême, alors maire de Grande Synthe, mais il a depuis

<sup>70</sup> Tribune d'un collectif d'associations et de syndicats au « Monde » (2026, janvier 27). *Immigration : « Nous constatons les conséquences funestes de la loi Darmanin et de la circulaire Retailleau sur la vie des personnes étrangères »*. Le Monde. [https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/01/27/immigration-nous-constatons-les-consequences-funestes-de-la-loi-darmanin-et-de-la-circulaire-retailleau-sur-la-vie-des-personnes-etrangeres\\_6664300\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/01/27/immigration-nous-constatons-les-consequences-funestes-de-la-loi-darmanin-et-de-la-circulaire-retailleau-sur-la-vie-des-personnes-etrangeres_6664300_3232.html)

<sup>71</sup> Visualisez à quel point les traversées de migrants dans la Manche ont explosé cette année – franceinfo. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse [https://www.franceinfo.fr/monde/europe/migrants/visualisez-a-quel-point-les-traversees-de-migrants-dans-la-manche-ont-explose-cette-annee\\_7326327.html](https://www.franceinfo.fr/monde/europe/migrants/visualisez-a-quel-point-les-traversees-de-migrants-dans-la-manche-ont-explose-cette-annee_7326327.html)

<sup>72</sup> People crossing the English Channel in small boats. (s. d.). *Migration Observatory*. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://migrationobservatory.ox.ac.uk/resources/briefings/people-crossing-the-english-channel-in-small-boats/>

<sup>73</sup> Manche : Près de 50 000 migrants ont tenté de traverser la Manche en 2025, plus de 6 000 secourus côté français. (2026, février 2). InfoMigrants. <https://www.infomigrants.net/fr/post/69574/manche--pres-de-50-000-migrants-ont-tente-de-traverser-la-manche-en-2025-plus-de-6-000-secourus-cote-francais>

<sup>74</sup> d'État, L. C. (2022, octobre 18). *Interdiction des distributions de denrées alimentaires dans le centre-ville de Calais*. Tribunal administratif de Lille. <https://lille.tribunal-administratif.fr/decisions-de-justice/dernieres-decisions/interdiction-des-distributions-de-denrees-alimentaires-dans-le-centre-ville-de-calais>

<sup>75</sup> Human Rights Observers. (2026, février 4). HRO : Human Rights Observers Malgré l'urgence humanitaire, la justice rejette le recours des associations. HRO : Human Rights Observers. <https://humanrightsobservers.org/fr/2026/02/04/malgre-lurgence-humanitaire-la-justice-rejette-lappel-des-associations/>

<sup>76</sup> Communiqué de presse de Human Rights Observers, Utopia 56, L'auberge des Migrants (02/06/2022) *Face à la criminalisation de la solidarité à Calais, lancement du #SolidaritéEntravée* <https://humanrightsobservers.org/wp-content/uploads/2024/03/Face-a-la-criminalisation-de-la-solidarite-a-Calais-lancement-du-SolidariteEntravee.pdf>



disparu dans un incendie<sup>77</sup>. Le Brexit, le durcissement de la répression policière française contre les personnes migrantes et les accords entre la France et le Royaume-Uni n'ont fait que dégrader la dignité des personnes migrantes, sans adresser les tensions de plus en plus fortes entre les activités du littoral (avec la pêche mais aussi les activités portuaires et le trafic maritime transitant par la Manche) et les tentatives de traversée de plus en plus dangereuses (augmentation du nombre de personnes par embarcation, accord du « one-in, one-out » permettant le renvoi de personnes migrantes en France par le Royaume-Uni)<sup>78</sup>. Dans le cadre du Parlement de la Mer, ces enjeux sont bien identifiés, mais les acteurs du territoire et les autorités locales se sentent impuissants face à ces problématiques qui dépassent largement leur périmètre d'action (entretien 7).

## Fiche 6 : Construire des communautés et des villes durables



La gestion durable des sols est particulièrement importante dans la mise en place de modèles urbains et de communautés durables (ODD 11). L'ensemble des agglomérations françaises peuvent produire des documents d'urbanisme, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) et les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), qui doivent intégrer l'objectif de la [loi du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux](#) et atteindre un taux d'artificialisation des sols de zéro à l'horizon 2050.

L'adoption de ces plans est soumise à une concertation de la société civile. Au-delà de ces obligations réglementaires, certaines villes (dont historiquement, Grande-Synthe) ont instauré dans les dernières années un budget participatif, c'est-à-dire la possibilité donnée aux habitant·es de proposer et de participer à la mise en place de projets d'aménagement (ou renouvellement) urbain financés par la commune. La ville de Dunkerque a particulièrement renforcé le caractère participatif de son action public grâce à la plateforme de contribution et de participation citoyenne « [Changer la vie ensemble](#) », la démarche « [J'agis pour Dunkerque](#) » ou encore les [Fabriques d'Initiatives Locales](#). Cependant, cela n'empêche pas les conflits et stratégies contradictoires entre le développement d'activités humaines et la préservation des espaces naturels : alors qu'il est prévu une extension des espaces naturels protégés par le Conservatoire du littoral<sup>79</sup>, ni le port autonome de Dunkerque ni le projet d'agrandissement de la centrale nucléaire de Gravelines ne sont soumis aux objectifs de zéro artificialisation nette des sols d'ici 2050 ni

<sup>77</sup>Le camp de migrants de Grande-Synthe : Planifier la ville spontanée. (2017, juin 12). AMC. <https://www.amc-archi.com/photos/le-camp-de-migrants-de-grande-synthe-planifier-la-ville-spontanee.6804/>

<sup>78</sup> People crossing the English Channel in small boats. (s. d.). *op. cit.*

<sup>79</sup> Préserver la mer et le littoral | Biodiversité.gouv.fr. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://biodiversite.gouv.fr/preserver-la-mer-et-le-littoral-0>



à l'obligation de fournir un plan de gestion des risques, du fait de leur statut de « projets d'envergure nationale ou européenne d'intérêt général majeur »<sup>80</sup>.

Le patrimoine culturel est également protégé : au niveau national, les Architectes des Bâtiments de France (ABF) veillent à ce que les modifications de l'espace public ne viennent pas altérer les éléments patrimoniaux, tant architecturaux, historiques que paysagers. Concernant l'héritage maritime et culturel, la Fédération Régionale pour la Culture et le Patrimoine Maritimes (FRCPM) œuvre dans le sens d'une préservation des bâtiments et savoir-faire associés à la mer : ports, phares, construction de bateaux en bois, etc.

Le littoral est doté de nombreux musées en lien avec l'histoire du territoire : le [musée portuaire et maritime](#) (Dunkerque), et le [musée de la Marine](#) (Étaples) font partie des lieux touristiques emblématiques de ces deux villes. Le lieu le plus touristique des Hauts-de-France est le [centre national de la mer Nausicaa](#), le plus gros aquarium d'Europe.

La Seconde Guerre Mondiale prend également une place importante dans le récit du territoire : le musée Dynamo, vise à préserver la mémoire des opérations de débarquement des troupes anglaises et françaises ayant eu lieu en 1940 sur la plage de Dunkerque. La culture du territoire est également connue par les diverses expositions, festivals et carnivals organisés chaque année. Les événements et lieux culturels alternatifs comme les cinémas indépendants « Studio 43 » (Dunkerque), « l'Alhambra » (Calais), mais aussi les visites de rue féministes<sup>81</sup>, les rencontres avec des auteur·ices, et les expositions temporaires sont autant d'espaces permettant d'aborder la place des femmes dans l'histoire de la région, des enfants dans l'espace public, ainsi que l'héritage de l'immigration des dernières décennies. Par ailleurs, les beffrois des hôtels de ville de Dunkerque, Gravelines, Calais et Boulogne-sur-Mer sont reconnus au patrimoine mondial de l'UNESCO<sup>82</sup>. Concernant la promotion de la culture, du patrimoine et de la ville durable, le « Learning Center Ville Durable » à Dunkerque, aussi appelé la « Halle aux sucres », est un bel exemple de renouvellement urbain : il s'agit d'un ancien entrepôt qui a été converti en 2014 en un espace de travail, de stockage d'archives et d'exposition, avec une focale particulière mise sur les enjeux du développement durable, permettant ainsi une coopération et une transmission des connaissances et de la mémoire d'une façon innovante et pédagogique, à la façon d'une « médiathèque du XXI<sup>e</sup> siècle »<sup>83</sup>.

Le territoire comprend une part de logements vacants légèrement inférieure à la moyenne nationale (6,2 % sur le territoire étudié pour une moyenne nationale à 8%)<sup>84</sup>. Du fait de

<sup>80</sup> CEREMA. (s. d.). *Dashboard PENE 10 avril 2024*. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://cartagene.cerema.fr/portal/apps/dashboards/60d056361a1647b7a268a0d8035c23c4>

<sup>81</sup> Le Château Coquelle. (s. d.). [Enregistrement vidéo]. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse

<https://www.facebook.com/Lechateaucoquelle/videos/%C3%A0-c%C3%B4t%C3%A9-de-la-plaque/8081913041924960/>

<sup>82</sup> mondial, U. C. du patrimoine. (s. d.). *UNESCO Centre du patrimoine mondial—Liste du patrimoine mondial*. UNESCO Centre du patrimoine mondial. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://whc.unesco.org/fr/list/>

<sup>83</sup> Communauté Urbaine de Dunkerque ; La halle aux sucres Learning Center. (août 2023) *La Halle aux sucres*. [https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/plaquette\\_halle\\_aux\\_sucres.pdf](https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/plaquette_halle_aux_sucres.pdf)

<sup>84</sup> INSEE (2026, 31 mars). *op. cit.*



l'activité touristique importante dans la CAB, une politique de lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil a été mise en place, avec l'instauration d'un permis de louer et permis de diviser. « *Sur le territoire Dunkerquois, la question liée au logement est centrale. Pas seulement vis-à-vis des 20 000 emplois prévus par la réindustrialisation, mais aussi en lien avec les besoins importants de logements sociaux et très sociaux. Cela concerne en particulier les familles monoparentales, donc très majoritairement des femmes, mais il n'y a pas de volonté de construction à la hauteur des exigences. [...] Cela amène aussi la question, importante, des hébergements d'urgence, en particulier pour les femmes* » (entretien 6). En effet, la CUD mène un projet de réindustrialisation verte par sa « Stratégie 20 000 emplois », qui vise à faire du Dunkerquois un pôle européen de la formation aux métiers de l'industrie et de la Région Hauts-de-France la première vallée européenne de la batterie électrique<sup>85</sup>.

La qualité de l'air fait partie des enjeux de santé environnementale les plus identifiés sur le territoire, notamment du Dunkerquois, du fait des nombreuses sources d'émissions locales (industries, axes routiers, forte densité d'habitats et grandes aires agricoles) et limitrophes (notamment lié au trafic maritime) (entretien 1)<sup>86</sup>. Le littoral du NPDC a été soumis de 2014 à 2019 à un plan de protection de l'atmosphère, visant à réduire les émissions de polluants atmosphériques avec la mise en place de zones administratives de surveillance situées dans le Calaisis, le Dunkerquois et le Boulonnais. Les taux d'émissions ont été largement réduits, amenant à une non-reconduite de ce plan, mais des efforts doivent encore être menés car l'espérance de vie des habitant·es du territoire reste inférieure à la moyenne nationale (les Dunkerquois vivent en moyenne 2 ans de moins que le reste de la France, les Dunkerquoises en moyenne 1 an de moins) (entretien 2).

Concernant les espaces verts disponibles, les centres urbains de Dunkerque, Boulogne-sur-Mer et Calais se situent en dessous de la moyenne des grands centres urbains tant sur le taux de couverture en parcs et jardins (2,6 % pour la CUD, 2,2 % pour la CAB, 1,0 % pour la CAGCTM et 3,2 % en moyenne sur l'ensemble des grands centres urbains) que sur la part de la population y ayant accès à moins de 300 mètres (44,3 % de la population pour la CUD, 35,4 % pour la CAB, 24,7 % pour la CAGCTM et 52,4 % sur l'ensemble des grands centres urbains)<sup>87</sup>. À ce titre, de nombreux efforts ont été réalisés afin de privilégier la nature en ville lors des opérations de renouvellement urbain, et de restaurer les continuités écologiques avec les trames vertes et bleues. En particulier, la ville de Boulogne-sur-Mer s'est engagée dans le projet européen « Green Place », visant à associer la mobilisation citoyenne à la revalorisation des friches. L'inclusion des enfants dans l'espace public, l'adoption d'un budget sensible au genre ou une approche intégrée de l'égalité entre les hommes et les femmes (gender mainstreaming) restent encore largement absents des

---

<sup>85</sup> Traullé, F. (2023, septembre 25). Dunkerque face au défi de sa réindustrialisation. *Le Monde*. [https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/09/20/dunkerque-face-au-defi-de-sa-reindustrialisation\\_6190184\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/09/20/dunkerque-face-au-defi-de-sa-reindustrialisation_6190184_3234.html)

<sup>86</sup> La région des Hauts-de-France – SIGLES. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.sigles-sante-environnement.fr/cartographies/la-region-des-hauts-de-france/>

<sup>87</sup> INSEE (s. d.). *Un accès inégal aux espaces verts dans les grands centres urbains—Insee Première—2049*. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8558420>



politiques publiques menées sur le territoire d'étude (c'est un constat qui a également été fait à l'échelle de l'Union Européenne)<sup>88</sup>. Pour cause, l'élaboration de politiques spécifiques aux enjeux d'inégalité femmes-hommes ne constitue pas une obligation réglementaire des collectivités territoriales.

Le Nord et le Pas-de-Calais font partie des départements ayant la quantité de déchets ménagers et assimilés collectés la plus importante par habitant·e (91kg de plus que la moyenne nationale)<sup>89</sup>. Si les ménages trient plus leurs déchets (hausse de 31% de la quantité de déchets triés entre 2011 et 2021), on constate cependant une hausse de 12 % du volume des déchets collectés entre 2011 et 2021 dans les Hauts-de-France, ce qui ne répond pas du tout à l'objectif de réduction de 10 % fixée par la [loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte \(LTECV\)](#) de 2015<sup>90</sup>. Bien que les intercommunalités, en charge des déchets, doivent légalement mettre en place des plans locaux de prévention des déchets, aucun dispositif de tarification incitative n'a été mis en place sur le territoire. Concernant le traitement des déchets, la LTECV fixe un taux de valorisation des déchets d'au moins 55% (hors valorisation énergétique), chiffre qui est atteint par le département du Pas-de-Calais (57% en 2021) mais pas le département du Nord (~42%). Les bons résultats du Pas-de-Calais s'expliquent par la présence d'équipements dédiés sur le territoire, notamment une structure de méthanisation à Calais et un centre de réemploi-recyclage à Boulogne-sur-Mer<sup>91</sup>.

## Fiche 7 : Responsabilité environnementale et actions climatiques locales



Un certain nombre de risques naturels sont associés aux territoires littoraux. Une partie des territoires étudiés ont développé des plans de prévention des risques naturels (PPRN) pour les submersions marines (ensemble du littoral), les inondations (arrière-pays du Calaisis ; Boulonnais ; le long de la Canche), les falaises (en partie, CCT2C). Ces risques sont accentués par le changement climatique, amplifiant l'érosion du trait de côte, mettant particulièrement en danger les territoires de polder, notamment au niveau du Delta de l'Aa (CUD), situés sous le niveau de la mer. Aussi, la densité des activités anthropiques sur le territoire accentue les risques associés aux changements climatiques (sols artificialisés, exploitation des ressources et services écosystémiques) ainsi qu'une exposition renforcée par la forte densité de population. Il en est de même pour la ressource en eau souterraine qui est absente (absence de nappes phréatiques) sur la partie nord du territoire et qui est sujet à

<sup>88</sup> Renforcer les droits des femmes dans l'UE : Le point de vue local et régional | Comité européen des régions. (2025, octobre 14). <https://www.cor.europa.eu/fr/nos-travaux/les-avis/cdr-1108-2025>

<sup>89</sup> INSEE (s. d.). Les déchets ménagers et assimilés : Plus de 600 kg collectés par habitant en 2021, le tri en hausse de plus de 20 % en 10 ans— Insee Première—2055. Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8574484>

<sup>90</sup> INSEE (juin 2025). En 2021, 60 % des déchets ménagers triés dans les Hauts-de-France – Insee Analyses Hauts-de-France. n° 192. [https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/8572779/np\\_ina\\_192.pdf](https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/8572779/np_ina_192.pdf)

<sup>91</sup> Ibid.



tensions à moyen terme sur l'ensemble du territoire sauf la CA2BM quant à la quantité d'eau disponible, de façon durable ou saisonnière<sup>92</sup>. Les population fragiles (enfants, personnes âgées, femmes enceintes) et précaires (sous toutes les formes) sont plus à risque que les autres face aux conséquences du changement climatique et phénomènes météorologiques extrêmes.

De grands efforts sont faits par les collectivités locales pour informer les citoyen·nes des risques associés à la pollution et au changement climatique, en lien avec différents acteurs associatifs (la Maison de l'Environnement sur les enjeux de qualité de l'air, la Petite Pierre sur les enjeux d'alimentation durable, DK Clean Up sur la pollution et le ré-usage du plastique, etc.).

Aussi, le Département du Nord porte 10 ambitions au sujet de la transition écologique juste, parmi lesquelles l'engagement de renforcer les politiques en faveur de la biodiversité et des puits de carbone ou favoriser la production alimentaire de proximité, de saison et de qualité<sup>93</sup>. La politique de transition « REV3 » de la Région Hauts-de-France se base également sur plusieurs axes dont la décarbonisation et la préservation des ressources (économie circulaire et préservation) et des enjeux transversaux (approche territoriale, participation citoyenne, développement d'activité et d'emploi sur le territoire), pour lesquels elle apporte des aides financières<sup>94</sup>. Les acteurs en charge de la gestion et de la préservation des espaces naturels comme EDEN 62, mais aussi des associations comme le CPIE Flandre Maritime, œuvrent pour sensibiliser les citoyen·nes aux bonnes pratiques dans les espaces protégés. Le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale est particulièrement actif sur les enjeux de consommation responsable : cet acteur a mené des actions de lutte contre la précarité énergétique<sup>95</sup>, et a recensé en 2025 l'ensemble des producteurs et distributeurs en agriculture biologique du territoire (entretien 2). Le [réseau des AMAP](#) (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) recense 4 points de vente à Berck, Boulogne-sur-Mer, Calais, Grande-Synthe.

La lutte contre le changement climatique et la préservation des ressources nécessitent de nouveaux modèles de production et de consommation. Les industries du territoire mobilisent des investissements importants dans l'objectif de décarboner leur activité, avec le soutien de la Région et de l'État (aides à l'économie circulaire et l'écologie industrielle territoriale notamment au niveau des zones industrialo portuaires). Il apparaît surtout que les entreprises du secteur agroalimentaire (pôle de compétitivité Aquimer) et industriels (le technopôle Euramer, construction navale et bâtiments halieutiques notamment SOCARENAM, DEME Group, et le Groupement des Industries de Construction et d'Activités Navales) sont des secteurs peu attractifs, engendrant des difficultés à recruter des jeunes.

---

<sup>92</sup> Agence Hauts-de-France 2020-2040. (mai 2025). *Principaux enseignements du chantier - Quels attractivité du littoral des Hauts-de-France en 2040*. <https://2040.hautsdefrance.fr>

<sup>93</sup> Page web « Le Département est là pour un Nord durable » (s. d.) Consulté le 13/04/2026 à l'adresse <https://durable.lenord.fr/>

<sup>94</sup> [file:///C:/Users/virag/Dropbox/Family%20Room/2\\_Projets%20en%20cours/Lianes%20Coop%C3%A9ration%20-%20Cartographie%20dynamique%20de%20transition/Production/Doc%20partag%C3%A9s/Diagnostic%20territorial\\_Dunkerque\\_Etud\\_e-action%20Education%20populaire\\_0.pdf](file:///C:/Users/virag/Dropbox/Family%20Room/2_Projets%20en%20cours/Lianes%20Coop%C3%A9ration%20-%20Cartographie%20dynamique%20de%20transition/Production/Doc%20partag%C3%A9s/Diagnostic%20territorial_Dunkerque_Etud_e-action%20Education%20populaire_0.pdf)

<sup>95</sup> Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale (2022) *Le programme européen Shine dans le parc naturel régional des caps et marais d'Opale*. [https://www.parcs-naturels-regionaux.fr/sites/federationpnr/files/2022-06/feuillelet%20shine\\_0.pdf](https://www.parcs-naturels-regionaux.fr/sites/federationpnr/files/2022-06/feuillelet%20shine_0.pdf)



L'ensemble des activités en mer (trafic maritime, projet éolien off-shore, réserves naturelles), associé au Brexit, ont aussi augmenté les conflits et tensions sur les métiers de la pêche avec une réduction des zones de pêche autorisés pour les pêcheurs et pêcheuses français·es.

L'activité touristique du territoire est associée aux qualités environnementales et paysagères de la région, notamment au niveau du site naturel des deux caps et du PNR. C'est pourquoi les offices de tourisme (mais aussi des associations telles que Baie de Somme Zéro Carbone) promeuvent notamment le cyclotourisme et cherchent à développer de nouveaux modèles plus durables et équitables de tourisme. Une personne interviewée précise que la notion de « tourisme social et solidaire » pourrait être porteur, mais cela n'a pas encore vu le jour (entretien 10).

## Fiche 8 : Gouvernance à plusieurs niveaux et partenariats multipartites pour le développement durable



Le littoral du Nord partage une frontière avec la Belgique, dont les politiques de gestion du trait de côte et d'adaptation au changement climatique diffèrent. Pour tenir compte des problématiques spécifiques au contexte transfrontalier, le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) West-Vlaanderen/Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale a été créé en 2009 à l'initiative de plusieurs collectivités du Nord (France) et de Flandre-Occidentale (Belgique). Cet instance, inactive pendant plusieurs années, est redevenue plus active au début des années 2020 grâce à une implication nouvelle des élu·es locaux et à des inondations importantes ayant soulevées des enjeux de gouvernance transfrontalière. Le territoire du Dunkerquois est très engagé à l'international, notamment dans le cadre du réseau des « Villes mémoires » de la Seconde Guerre Mondiale, qui contribue grandement à l'ODD 16. Le projet INTERREG « Mer du Nord » 2021-2027 participe également à la cohésion territoriale entre les pays se situant entre la France et la Suède, notamment sur les enjeux de digitalisation, de lien entre zones urbaines et rurales, de décarbonation et d'augmentation de la résilience de l'ensemble de la région de la Mer du Nord<sup>96</sup>. La ville de Boulogne-sur-Mer est par ailleurs engagée dans plusieurs projets URBACT, démontrant ainsi son engagement dans la coopération et l'apprentissage par les pair·es à l'échelle européenne.

Sur l'ensemble du territoire du Nord et du Pas-de-Calais, intégrant le territoire d'étude, les communes s'engagent dans des processus de jumelage, notamment avec l'Allemagne et la Pologne dans le cadre des nombreux dispositifs d'amitié franco-allemande et franco-polonaise. En particulier, Calais est la commune du Pas-de-Calais ayant noué le plus de liens à l'international (jumelage et coopération décentralisée). Par ailleurs, le

---

<sup>96</sup> Interreg Mer du Nord : Europe en Hauts-de-France. (s. d.). Consulté 13 avril 2026, à l'adresse <https://europe-en-hautsdefrance.eu/jeminforme/les-financements-europeens/interreg-mer-du-nord>



département du Pas-de-Calais est très engagé dans la coopération décentralisée et finance de nombreux projets d'échange entre équipes françaises et étrangères (en Europe et au Maroc)<sup>97</sup>.

Une difficulté dans la mise en cohérence des politiques locales est le nombre important d'échelles de planification et d'action des acteurs publics : en effet, la mise en œuvre et le pilotage diffèrent d'une thématique à une autre. Si les communes gèrent les politiques associées à l'enfance, l'urbanisme et la mobilité urbaine sont gérées au niveau des intercommunalités ; la gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets est souvent prise en charge à une échelle plus large dans le cadre de syndicats mixtes (regroupement d'intercommunalités). Le département, en charge d'une partie des politiques sociales, notamment associées au handicap, est également sur une échelle différente ; il en est de même pour la gestion des espaces naturels tels que les PNR et ZNIEFF qui se réalise à leur propre échelle, dépassant les frontières administratives. Une façon de faire face à ce cloisonnement est de construire des projets transversaux. C'est le cas notamment des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) et des Contrats Locaux de Santé (CLS), qui amènent des acteurs économiques, associatifs, du secteur médical, du secteur social et les institutions publiques à collaborer pour atteindre les objectifs fixés. Par exemple, c'est dans le cadre du CLS que les acteurs de la santé sexuelle échangent avec les associations environnementales (entretien 11), ou dans le cadre du PAT que les structures d'insertion partagent la voix des jeunes quant à leur problématiques auprès des collectivités locales, etc. (entretien 2 ; entretien 3).

Le littoral du Nord et du Pas-de-Calais est un point de passage important pour les personnes réfugiées, en faisant un cas d'étude mondialement connu. Cette problématique a créé des liens importants entre les organisations des sociétés civiles françaises et britanniques. De nombreuses associations britanniques sont implémentées sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais afin de contribuer à l'aide humanitaire apportée aux personnes migrantes. La situation migratoire du littoral est un cas d'étude important, en particulier en lien avec les politiques menées par le gouvernement français et le démantèlement de la « jungle de Calais » (désignant l'ensemble des camps de personnes migrantes et de réfugiées dans l'agglomération du Calais), mondialement médiatisés. Les habitant·es du territoire se retrouvent dépendant·es des décisions prises à l'échelle nationale, qui ont entraîné dans les dernières décennies une militarisation du territoire afin de limiter les traversées de la Manche sans pour autant soulager le littoral face au nombre croissant de migrant·es en transit sur le territoire<sup>98</sup>.

---

<sup>97</sup> Assemblée des départements de France (2018) *Atlas des actions de coopération européenne et internationale des Départements – État des lieux de l'activité des Départements en 2018*. [www.journal-des-communes.fr/wp-content/uploads/2018/10/Atlas-actions-UE-RI-des-Départements-2018TR-compressed.pdf](http://www.journal-des-communes.fr/wp-content/uploads/2018/10/Atlas-actions-UE-RI-des-Départements-2018TR-compressed.pdf)

<sup>98</sup> Sékou, Couillet, B., & Spoladore, H. (2021). « Calais, c'est dur, tout le monde sait ça ! ». *Plein droit*, 129(2), 35-39. <https://doi.org/10.3917/pld.129.0037>

## **PARTIE II**

- **Rapport d'analyse des entretiens**
- **Analyse des réponses au questionnaire en ligne**



## Fiche 9 : Rapport d'analyse des entretiens

La cartographie des opportunités et des défis liés à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais a été construite en grande proximité avec les acteurs du territoire. Des entretiens qualitatifs approfondis ont été réalisés avec les personnes qui par leurs fonctions ou leurs expériences possèdent une connaissance fine des enjeux locaux. Le témoignage de ces « expert·es communautaires » est particulièrement précieux puisqu'il prodigue des informations localisées sur l'état des lieux des pratiques et initiatives de développement durable et d'égalité femmes-hommes, ainsi que des recommandations pratiques pour faire face aux problèmes rencontrés sur le terrain.

Les entretiens ont été menés à partir de grilles d'entretien comprenant 7 questions. Le démarrage de l'entretien est le même pour les différents types d'acteurs participant aux entretiens alors que la seconde partie est spécifique à chaque groupe cible. La restitution est construite autour de 6 questions, qui ont été reformulées de façon à intégrer l'ensemble des retours. Au total, 13 entretiens ont été réalisés du 25 février 2026 au 4 avril 2026. Il s'agit de 11 entretiens individuels et 2 entretiens collectifs avec respectivement 5 et 3 femmes. Six, soit plus de la moitié des entretiens, ont été réalisés avec des femmes. Une attention spéciale a été mise dans la variété des domaines d'activité des personnes interviewées : 3 représentants et représentantes de collectivité territoriale, 7 représentants et représentantes d'organisations de la société civile, 1 représentant d'un club sportif, 1 entrepreneuse du secteur privé et 1 représentant syndical. Une salariée dans le secteur de la culture et du patrimoine dans le monde associatif et une ancienne habitante de Calais ont également alimenté le présent rapport dans le cadre d'échanges informels.

***Question 1 : « Quels sont les défis en matière de développement durable auxquels le territoire est confronté ? Veuillez indiquer et commenter trois défis par ordre de priorité. »***

Les enjeux de santé sont centraux dans la majorité des propos des répondant·es. Ils sont abordés sous l'angle de l'accès aux établissements de santé, du maintien de la santé physique et mentale, de la prévention des risques associés aux activités sexuelles et la consommation de substances addictives, mais aussi celui de la santé environnementale et particulièrement de la qualité de l'air (entretiens 1, 2, 3, 5, 6, 8, 9, 11, 12). Ces questions sont adressées en lien avec des publics particulièrement vulnérables à ces problématiques tels que les jeunes, les femmes, les personnes précaires et personnes migrantes. La lutte contre les stéréotypes est également un sujet prégnant, sans forcément que cela soit le champ d'action de la personne répondante. Il s'agit de lutter contre les préjugés (homophobie, sexisme, xénophobie, etc.) que les publics accompagnés ont, mais aussi contre les stéréotypes associés à ces publics (jeunes ayant eu recours à l'aide sociale à l'enfance, personnes migrantes, etc.) (entretiens 2, 3, 5, 6, 9, 11). Concernant ces différents sujets, la sensibilisation et l'éducation de l'ensemble de la population est présentée comme essentielle, allant de pair avec un besoin de coopération multi-partenariale.



La mobilité est ponctuellement citée parmi les priorités des personnes interviewées se localisant dans les parties les plus rurales du territoire (entretien 2, 3, 10). La question du logement, en particulier le manque de logements pour les familles monoparentales et logements d'urgence pour les femmes victimes de violence, a été plusieurs fois abordée (entretien 2, 5 et 13). L'accès à un emploi décent est également un sujet important, tant du côté des employeurs de certains secteurs industriels qui rencontrent des difficultés de recrutement que du côté des habitant·es éloigné·es de l'emploi du fait des multiples difficultés (de santé, financières, mobilité, confiance en soi, etc.) (entretien 2,3, 5,7). Ces mêmes structures partagent la difficulté de parvenir à engager des jeunes. On retrouve ensuite différents enjeux importants comme le vieillissement de la population (entretiens 2, 7), l'accès difficile à une solution de garde pour les enfants (entretien 2), l'inflation des prix (notamment de l'alimentation et de l'énergie) ne faisant qu'amplifier la pression sur les personnes les plus précaires (entretien 2), ainsi que la question migratoire qui est identifiée comme affectant les activités du territoire et étant un sujet majeur d'action humanitaire (entretiens 6,7).

Les questions écologiques, sans être forcément au centre des préoccupations des acteurs interviewés, sont bien prises en compte dans leurs activités et constituent un sujet important de débat, en particulier concernant l'adaptation des activités du littoral aux changements climatiques (entretien 2, 5, 6, 7).

***Question 2 : « Dans le territoire de référence, qui sont les 'acteurs du changement', quelles questions les intéressent et comment pourrait-on les soutenir pour accroître l'efficacité de leurs actions ? »***

Concernant les enjeux d'éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale, les enseignant·es sont les acteurs clés de la mobilisation des jeunes, tandis que les associations sont motrices sur l'animation et la production de contenu éducatif. Des liens importants existent déjà entre ces typologies acteurs sur les enjeux de biodiversité et de développement durable mais mériteraient d'être renforcés et élargis aux problématiques sociales et internationales. Pour cela, un soutien des collectivités territoriales, comme le soutien financier aux interventions en milieu scolaire et la construction de parcours locaux d'engagement, serait désirable. Par ailleurs, le manque de moyens humains et financiers rencontré par les multiples organismes de la société civile renforce le rôle déterminant des personnes actives au sein des structures associatives, parfois bénévolement, sur l'ensemble des domaines d'action (aide humanitaire, solidarité, environnement, culture, plaidoyer, etc.). Par ailleurs, les acteurs clés identifiés pour la lutte pour l'égalité des genres sont les associations de soin et d'éducation à la santé sexuelle telles que les Plannings familiaux et les associations militantes comme les collectifs féministes et antennes locales de Nous Toutes.



***Question 3 : « Quelles formes de collaboration et de dialogue existent entre l'administration locale, les organisations de la société civile et les autres acteurs clés engagés dans le développement durable du territoire ? »***

La collaboration et le dialogue entre les collectivités locales et les organisations de la société civile diffèrent fortement d'une agglomération à une autre. La majorité des réponses soulèvent le besoin de renforcer les liens entre société civile et autorités locales. Certains exemples de collaboration sont partagés : le lien entre le réseau des bibliothèques de l'agglomération de Boulogne-sur-Mer et le C.D.S.I., la mobilisation de jeunes en insertion durant les consultations publiques pour le projet alimentaire territorial, organisation d'un forum des métiers en lien avec le club de football local, etc. Parmi les différentes formes de collaboration, la CUD se distingue par un lien important avec les habitant-es (entretien 12), qui pourraient être renforcé par un pouvoir plus important accordé à la société civile. D'autres structures ont partagé leur volonté croissante de construire un lien plus direct avec les habitant-es, en reconnaissant la difficulté que cela peut représenter en termes de moyens, compétences et outils de dialogue (entretien 6, 7, 12). Concernant le dialogue et les partenariats entre organisation de la société civile et collectivités locales, les répondant-es salarié-es et bénévoles du secteur associatif partagent le manque de considération qu'ils et elles peuvent percevoir de la part de l'autorité locale, qui peut se montrer « contrôlante » du projet associatif et conditionner les subventions à l'adéquation au projet politique (entretien 13). Dans certaines agglomérations comme la CAB, la CAGCTM, l'absence de dialogue entre les associations militantes et les autorités locales contraste avec les réponses pourtant enthousiastes des habitant-es concernant les initiatives portées par ces mêmes associations. Le monde associatif est dynamique mais le manque de soutien et de structuration d'un réseau d'associations limite les capacités d'actions communes. Il y aurait besoin d'une organisation des acteurs locaux, notamment construite autour de projets structurants pour le territoire (projet alimentaire local et solidaire, contrat local de santé, etc.). La création d'espaces d'échange ouverts à toutes et tous, assurant une forme d'horizontalité dans les relations entre les différentes structures, pourrait être une solution afin de construire de meilleures relations entre citoyens, collectifs et collectivités.

***Question 4 : « Quelles pratiques fructueuses ont été mises en œuvre par la communauté locale dans le domaine du développement durable et/ou de la protection des droits humains et/ou de l'inclusion ? »***

Les initiatives sur le territoire contribuent aux ODD, bien que ceux-ci ne soient pas forcément connus ni mis en avant par les porteurs de projet. C'est notamment le cas des nombreux projets de sensibilisation et de restauration des espaces naturels littoraux. Concernant les politiques publiques, celles-ci ne font pas référence aux ODD mais certaines politiques spécifiques sont élaborées en lien avec les problématiques rencontrées par les territoires : Contrat Local de Santé (CLS), Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), etc.



**Question 5 : « Quels sont les principaux défis rencontrés par les jeunes dans la région ? »**

D'un point de vue de l'épanouissement personnel, plusieurs répondant·es partagent la difficulté des jeunes à se projeter dans le futur et à faire face au flux massif d'informations provenant d'internet et des réseaux sociaux (entretiens 3,9, 11). Sur le plan matériel, les jeunes du territoire font face à des difficultés d'accès à l'emploi, ce qui est paradoxal compte tenu de la difficulté des entreprises du littoral à recruter dans certains secteurs et de la proximité entre ces entreprises et les établissements universitaires (entretien 7). La question de l'éducation aux inégalités de genre et à la vie relationnelle, affective et sexuelle prend une place importante dans l'espace médiatique du fait de leur intégration aux parcours pédagogiques et scolaires, ce qui crée du débat mais illustre tout de même une avancée importante en ce sens dans les dernières décennies (entretiens 3, 5, 9, 11).

**Question 6 : « Selon vous, quels sont les outils de communication efficaces aujourd'hui pour atteindre vos publics et les sensibiliser aux questions de développement durable à l'échelle locale et mondiale ? »**

Les personnes ont partagé leurs utilisations des différents moyens et plateformes de communication, qui sont analysés dans la fiche 12.

## **Fiche 10 : Analyse des réponses au questionnaire en ligne**

Au-delà des entretiens semi-directifs, un questionnaire en ligne a été diffusé auprès de l'ensemble des structures adhérentes de l'association Lianes Coopération implantés sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais. Le questionnaire intègre 15 questions relatives aux données personnelles (section 1), aux associations / organisations de la société civile représentées (section 2) et 17 questions visent à sonder le contexte local (section 3), le niveau de sensibilisation (section 4) et d'engagement (section 5) des répondant·es. 15 réponses ont été reçues : il s'agit de 11 femmes et 4 hommes, dont 87 % sont membres d'une association, d'une organisation de la société civile ou d'un groupe informel. Il s'agit de personnes adultes de tout âge, ayant réalisé des études supérieures de 3 à 5 ans pour 75% des répondant·es. Les résultats par question sont détaillés ci-dessous.

**Question 1 : « Selon vous, parmi les enjeux suivants, quelles sont les trois plus importants pour votre ville ? (MAX. 3 RÉPONSES) »**

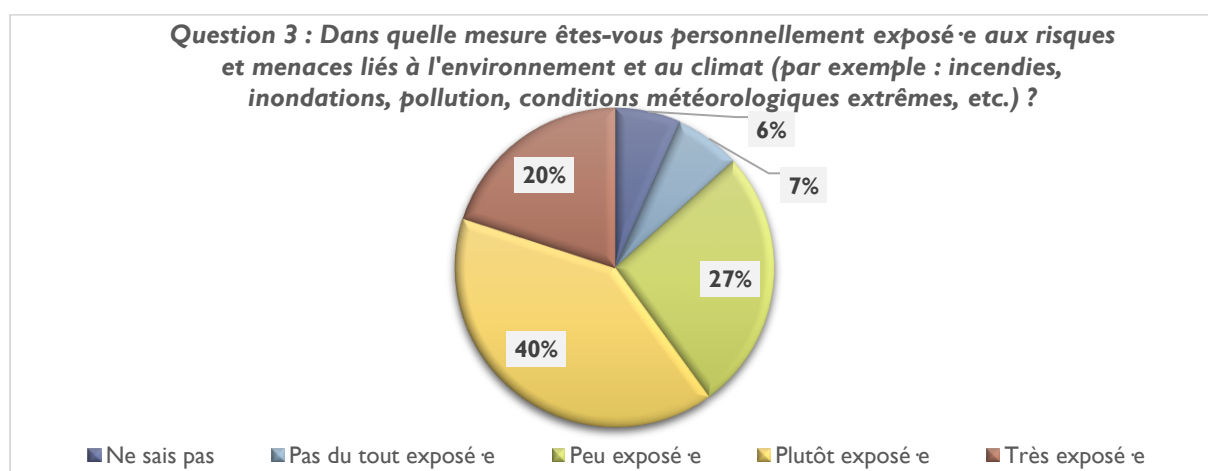
Les répondant·es avaient le choix entre différentes possibilités : sécurité, pollution de l'air, bruit, transports publics, services de santé, services sociaux, éducation et formation, chômage, logement et infrastructure routière. Les 9 personnes ont relevé l'importance des services de santé, suivi des besoins en logement (7), en éducation et formation (6). Les questions d'infrastructure routière et de bruit n'ont été relevées par personne. Cela correspond aux éléments relevés dans la cartographie concernant la précarité et le relatif faible niveau d'éducation de la population, ainsi que les problèmes de santé associés aux pollutions atmosphériques.

**Question 2 : « Est-il facile ou difficile pour vous d'accéder à la nature et aux espaces verts ? »**

87 % des répondant·es considèrent « très facile » ou « plutôt facile » l'accès à la nature et aux espaces verts.

**Question 3 : « Dans quelle mesure êtes-vous personnellement exposé·e aux risques et menaces liés à l'environnement et au climat (par exemple : incendies, inondations, pollution, conditions météorologiques extrêmes, etc.) ? »**

Les répondant·es se sentent assez exposé·es aux risques climatiques et environnementaux, comme le montre le graphique suivant.



**Question 4 : « En général, selon vous, le harcèlement sexuel envers les femmes est-il courant dans votre ville ? »**

Les avis sur cette question sont peu polarisés : 7 personnes pensent que le harcèlement sexuel envers les femmes est plutôt courant dans leur ville, 8 peu courant.

**Question 5 : « Veuillez nous indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec cette affirmation : 'Les étrangers qui vivent dans votre ville sont bien intégrés.' »**

Les résultats sont similaires aux résultats de la question précédente, avec 7 personnes en accord et 8 personnes en désaccord. Cela peut s'expliquer par l'ambiguïté du mot choisi, « étranger », qui tend plutôt à définir les travailleur·euses et habitant·es vivant sur le territoire et n'étant pas de nationalité française, plutôt que les personnes en transit illégal sur le territoire.

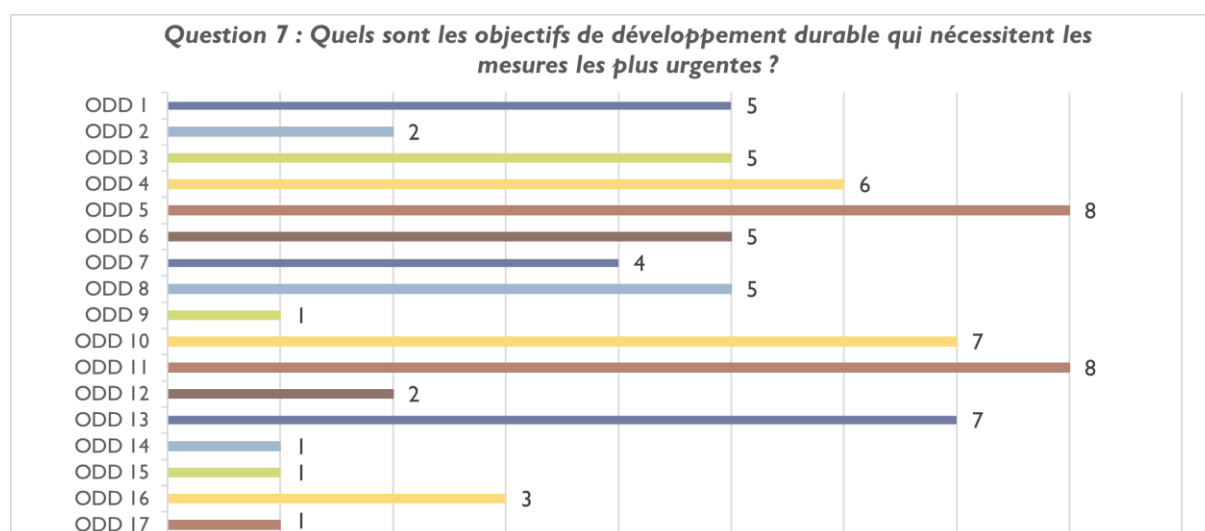
**Question 6 : « Connaissez-vous les objectifs de développement durable (ODD) ou 'objectifs mondiaux' signés par 193 dirigeants mondiaux à l'ONU en 2015 ? »**

80 % des répondant·es connaissent les objectifs de développement durable. Cela peut être dû à la diffusion du questionnaire par Lianes Coopération et Virage Énergie dans leurs

réseaux respectifs, composés notamment de personnes déjà sensibilisées et engagées sur les questions de développement durable et de coopération internationale.

**Question 7 : « Quels sont les objectifs de développement durable qui nécessitent les mesures les plus urgentes ? (MAXIMUM 5 RÉPONSES) »**

Parmi les 17 objectifs de développement durable, les quatre plus importants sont l'ODD 5 (égalité entre les sexes), l'ODD 11 (villes et communautés durables), l'ODD 10 (inégalités réduites) et l'ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Cela conforte le périmètre choisi pour le projet SUBLIME SDGs. Les résultats sont détaillés dans le graphique ci-dessous.



**Question 8 : « Selon vous, qui devrait faire avancer la mise en œuvre des ODD dans votre pays ? »**

La moitié des réponses (46,7%) positionnent les collectivités locales comme actrices principales de la mise en œuvre des ODD dans le pays, suivi du gouvernement (20%), de la société civile (20%) et des entreprises (13.3%). Les établissements universitaires n'ont été désignés par personne.

**Question 9 : « Selon vous, dans quelle mesure le changement climatique est-il un problème grave à l'heure actuelle ? »**

Sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie « ce n'est pas du tout un problème grave » et 10 signifie « c'est un problème extrêmement grave », le score moyen est de 9, ce qui reflète la prise de conscience globale des impacts du changement climatique.

**Question 10 : « Selon vous, laquelle des affirmations suivantes concernant le nombre de femmes occupant actuellement des postes décisionnels dans votre administration locale correspond le mieux à la réalité ? »**

60 % des répondant·es considèrent qu'il devrait y avoir plus de femmes en postes décisionnels dans les administrations locales, tandis que 40 % des répondant·es considèrent que leur représentation est à peu près correcte.



**Question 11 : « Lorsque vous vous réunissez entre amis ou en famille, diriez-vous que vous discutez souvent, parfois ou jamais de questions politiques locales ? »**

Les personnes ayant répondu déclarent en majorité parler « plutôt souvent » des questions politiques locales avec les amis et leur famille (67%), quand 27% en parlent « peu » et le reste (6.6%) n'en parlent « presque jamais ».

**Question 12 : « Avez-vous personnellement pris des mesures pour lutter contre le changement climatique au cours des six derniers mois ? »**

L'écrasante majorité des réponses sont positives : 93% des répondant·es ont déclaré avoir agi dans le sens de la lutte contre le changement climatique dans les six derniers mois, sans toutefois spécifier ce dont il s'agit.

**Question 13 : « Au cours des 12 derniers mois, avez-vous fait l'une des choses suivantes : 'Vous avez défendu publiquement une personne victime de discrimination' »**

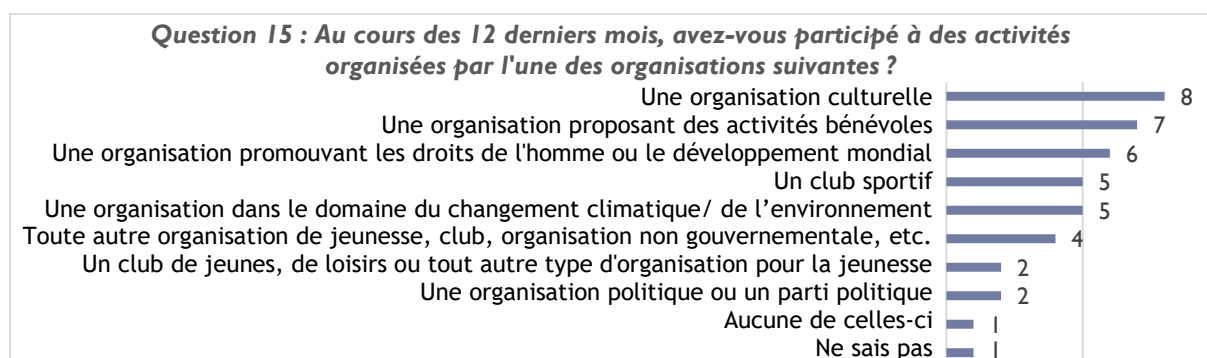
Concernant la défense publique d'une personne victime de discrimination, 60 % des répondant·es l'ont fait dans les 12 derniers mois, 26,7 % ne l'ont pas fait et 13,3 % ne savent pas, sans toutefois spécifier ce dont il s'agit.

**Question 14 : « Au cours des 12 derniers mois, avez-vous fait l'une des choses suivantes : 'Vous avez rejoint une association ou une campagne qui lutte contre la discrimination' »**

33.3% des répondant·es déclarent avoir rejoint une association ou une campagne qui lutte contre la discrimination dans les 12 derniers mois (60 % déclarent ne pas l'avoir fait, 6,7% ne savent pas).

**Question 15 : « Au cours des 12 derniers mois, avez-vous participé à des activités organisées par l'une des organisations suivantes ? »**

La grande majorité des répondant·es a participé à des activités organisées par des associations et clubs, comme le montre le graphique ci-dessous.





**Question 16 : « Au cours de l'année écoulée, avez-vous pris des mesures pour changer la société, par exemple en signant une pétition, en participant à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un homme politique ? »**

73 % des répondant·es ont essayé de changer la société, au travers d'une signature de pétition, par la participation à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un·e représentant·e politique, tandis que 13 % déclarent ne pas l'avoir fait et 13 % ne savent pas.

**Question 17 : « Dans quels domaines avez-vous essayé de changer la société (par exemple en signant une pétition, en participant à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un responsable politique) ? »**

Parmi les 73% de répondant·es ayant essayé de changer la société, 7 personnes ont agi dans le domaine du changement climatique et de la protection de l'environnement, 7 concernant les guerres et conflits, 5 concernant les droits humains.



## **PARTIE III**

**Pratiques inspirantes**

**Stratégies de  
communication**

**Mesure du changement  
dans les politiques locales**



## Fiche 11 : Recueil des bonnes pratiques

Les initiatives présentées dans cette section sont impulsées et portées par des mouvements citoyens et des associations qui ont réussi à construire des projets multipartenaires adressant de manière particulièrement innovante les problématiques de leurs publics cibles, en particulier une amélioration de leurs conditions de vie malgré leur grande précarité. Ces pratiques inspirantes ont été choisies pour leur niveau de répliquabilité, pour leur processus d'émergence et leur approche visant à renforcer le pouvoir d'agir de leur(s) public(s), notamment les femmes en situation de précarité.

Les deux projets répondent aux besoins fondamentaux de subsistance et de sécurité des femmes du territoire, en prenant en compte leurs besoins spécifiques et en intégrant les enjeux environnementaux.

### **Bonne pratique n° 1 : « Le Marché des Engagées »**

Le « Marché des Engagées » est un marché solidaire de produits locaux et biologiques en vrac. Se déroulant deux fois par mois, il est constitué de divers stands de fruits, légumes, œufs, légumes secs et quelques produits peu transformés, en provenance de divers producteurs locaux, et dont l'offre de prix est déclinée selon les moyens des client·es. À leur arrivée, ces dernier·es choisissent l'offre adéquate à leurs moyens, symbolisé par la récupération d'une bille de différentes couleurs (rouge = moitié du prix courant, vert = juste prix, bleu = prix de soutien). La décision individuelle du niveau d'aide financière dont ils/elles ont besoin permet de limiter la stigmatisation associée à cette aide, et crée de la discrétion lors de l'achat puisque la bille n'est présentée qu'à la caisse, à la sortie du marché.

Ce projet a été développé par la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) de Dunkerque. Lors d'un travail de sondage que cette association a réalisé dans les quartiers populaires de Dunkerque à la sortie de la crise sanitaire du Covid, la question du pouvoir d'achat est apparue comme étant la plus préoccupante pour les populations rencontrées. La gratuité des transports ayant déjà été mise en place à l'échelle de la CUD, permettant d'améliorer grandement les conditions de vie des personnes les plus précaires, c'est la question de l'accès à une nourriture saine et peu cher qui est apparue comme centrale pour les habitantes de ces quartiers, en particulier pour les raisons de santé qu'elles avaient clairement identifiées.

La LDH y tient également un stand d'information et d'orientation (pour les personnes ayant des conflits avec les bailleurs, des problèmes d'accès à leurs droits sociaux, à la Caisse d'Allocation Familiale, etc.). Le projet a été développé grâce à plusieurs partenariats assez atypiques entre la LDH, les maisons de quartier, les jardins de Cocagne, et avec une aide ponctuelle et potentiellement renouvelée des bailleurs sociaux (Le Cottage Social des Flandres, Flandre Opale Habitat, etc.). Un collectif d'habitantes est à l'origine de cette idée et est pleinement engagé dans l'organisation des marchés. Une attention particulière est accordée au fait que les personnes ne soient pas seulement les chevilles ouvrières, mais



tiennent les dimensions politiques du projet. Il s'agit donc de l'ensemble du territoire de Petite-Synthe qui a été mobilisé grâce à ce projet.

Initialement déployée au quartier du Banc Vert, ce marché a pris de l'ampleur et se poursuit également dans d'autres quartiers de la ville : le quartier populaire de l'Alliance, le quartier de Saint-Nicolas-Pasteur et plus largement dans le quartier de Petite-Synthe. En cours depuis deux ans, cette initiative n'est pas tout à fait à l'équilibre financièrement, mais l'aide des bailleurs permet de compenser (le détail financier n'a pas été partagé lors de l'entretien). Le projet a aussi été mis en lien avec les politiques publiques du territoire notamment le Projet Alimentaire Territorial (PAT). Il permet ainsi de réaffirmer le droit pour toutes et tous d'accéder à une alimentation saine et environnementalement durable.

### **Bonne pratique n° 2 : « [Refugee Women's Center \(RWC\)](#) »**

Il s'agit d'un collectif féministe intersectionnel né en 2015, entre Calais et Grande Synthe, en partant du constat fait par plusieurs associations du besoin de traiter les problématiques rencontrées spécifiquement par les femmes et familles, qui constituent des groupes minoritaires et invisibilisés parmi les populations migrantes.

En effet, les données des personnes accompagnées par le RWC constatent qu'une femme sur deux est isolée, 40 % sont des mères seules avec leurs enfants, 30 % sont des femmes de plus de 55 ans, dont les conditions de logement ne sont pas adaptées. L'association adopte une approche holistique incluant des questions matérielles (réponse aux urgences et besoins fondamentaux d'abri, d'alimentation, d'accompagnement psycho-social) mais également le besoin de se sentir soutenu·e et connecté·e à autrui (activités de loisirs créatifs, sessions d'échanges linguistiques, etc.). Concrètement, le projet repose sur des maraudes dans les camps, un accueil de jour, trois jours par semaine, dans des locaux prêtés par le Secours Catholique à Calais et à Grande Synthe, mais aussi d'accompagnements plus individualisés concernant les violences basées sur le genre, la santé sexuelle et reproductive. À ce titre, des partenariats de long terme comme ponctuels existent avec différentes structures spécialisées dans ces enjeux : Médecins Sans Frontières, la Croix Rouge, Gynécologie sans frontières, Planning Familial, hôpitaux, etc.

Les couples et familles peuvent rester unis mais les hommes n'ont pas accès aux espaces en mixité choisie entre femmes cisgenres, personnes transgenres et non binaires. Une part faible du public de l'association est également constituée de personnes non binaires et transgenres. L'association reçoit très peu de soutien de la part des autorités locales, qui ne voient pas l'intérêt d'investir dans la protection de personnes qui pour la vaste majorité souhaitent migrer au Royaume-Uni. C'est pourquoi, elle repose majoritairement sur le soutien de fondations privées et les dons d'entreprises et d'associations. Son équipe est constituée d'une salariée à tiers temps, d'un conseil d'administration de quatre personnes et de deux personnes sur place, qui peuvent accueillir jusqu'à 15 bénévoles. Toutes les personnes, hors hommes cisgenres, peuvent postuler au bénévolat, y compris venant de l'étranger (40 % des bénévoles sont britanniques ; les habitant·es et collectifs du territoire peuvent également participer). En 2024, l'association a atteint un total de 12 000



personnes accompagnées. Elle est aussi aujourd'hui devenue une association dont le siège social est la Maison des Associations de Grande-Synthe.

## Fiche 12 : Stratégies de communication locales pour le développement durable

Du fait de l'accès à un réseau internet mondialisé, les sources d'information et de connexion à autrui se multiplient, complexifiant les stratégies de communication des acteurs du changement. Au cours de l'enquête, de nombreuses structures ont témoigné de leur difficulté à occuper une position d'influence sur le territoire (entretiens 5, 6, 7, 9, 11, 12, 13). Les habitant·es comme les touristes se tournent vers des médias moins conventionnels, qu'il convient d'identifier afin de maintenir une visibilité importante. Si les retours des entretiens n'ont pas permis d'identifier des formes spécifiques de structuration des messages ou de niveau de langage à adopter, ils fournissent une meilleure compréhension des stratégies de communication adoptées par les acteurs, dans un contexte de multiplication des canaux d'accès à l'information.

Les différents réseaux sociaux ne ciblent pas les mêmes publics. Un représentant d'un club sportif explique leur utilisation des réseaux sociaux de la façon suivante : Facebook est plus utilisé par les personnes de plus de 35/45 ans, tandis que les personnes plus jeunes privilégient Instagram et TikTok. L'ensemble des tranches d'âge utilisent YouTube quand LinkedIn n'est pas utilisé pour le contact avec les publics mais plutôt pour le rayonnement professionnel. Le club sportif utilisait Télégram mais a arrêté, alors qu'inversement le canal Instagram fonctionne très bien pour toucher ses adhérent·es. S'il existe des partenariats concernant la billetterie pour les matchs avec la Voix du Nord et des radios locales, la couverture de ces initiatives relève de la volonté des journalistes (entretien 5).

Bien que les réseaux sociaux aient bousculé le champ de l'information, ils ne se substituent pas pour autant au pouvoir de la presse locale et du bouche-à-oreille, en particulier auprès des personnes plus âgées et y compris au sein des grandes agglomérations. Les différents territoires ont leur journal local, appartenant à Nord Littoral, média initialement basé à Calais et racheté par la Voix du Nord<sup>99</sup> journal très influent dans l'ensemble des Hauts-de-France. On note par exemple « La semaine dans le Boulonnais », « Le Phare Dunkerquois », « Les échos du Touquet », « le Journal de Montreuil » et « Le réveil de Berck ».

D'autres médias, plus génériques comme la chaîne de service public France 3 Nord Pas-de-Calais dépassent le littoral mais sont extrêmement influents (133 et 886 000 d'abonné·es respectivement sur Instagram et Facebook). Naturellement, les mensuels produits par les villes et les intercommunalités, ainsi que leurs pages web (onglets actualités et événements), constituent des points d'information pour certains publics, tout comme les

---

<sup>99</sup> La Voix du Nord est sous le contrôle du groupe de presse belge Rossel, lui-même dirigé et détenu à 33% par Partick Hurbain.



publications de personnalités politiques sur Facebook ou X. Le territoire a également plusieurs radios locales comme Delta FM à Boulogne-sur-Mer et Gravelines, Radio 6 Calais, NRJ Nord Littoral. Ces médias n'ont pas fait l'objet de recherche approfondie car les personnes interviewées n'ont pas déclaré utiliser ces moyens de communications.

Concernant le tourisme sur le territoire, plusieurs créateur·ices de contenu sur Instagram sont identifiées comme [objectifopale](#) (11 900 abonné·es), [jolie\\_cote](#) (27 000 abonné·es) et [nablezon](#) (72 800 abonné·es). Sur Facebook, les comptes les plus influents sont [Pas-de-Calais Tourisme](#) (163 000 abonné·es, compte de l'agence de tourisme), [Côte d'Opale Tourisme](#) (82 000 abonné·es, compte particulier) et [Côte d'Opale guide touristique](#) (16 000 abonné·es, compte particulier).

Bien sûr, la mobilisation sur les réseaux sociaux porte en-elle les limites associées au fait de toucher les personnes en situation d'isolement, et n'ayant pas la compétence, la capacité ou le désir d'utiliser les nouvelles technologies. Les stratégies de communication doivent mobiliser des supports variés et reconnaître l'importance des personnalités influentes de certains groupes (joueur·euses de foot, professeur·es, animateur·ices, etc.). Il convient également de ne pas sous-estimer le levier que représente le bouche-à-oreille, y compris dans les grandes agglomérations du territoire. En effet, si les réseaux sociaux ont modifié la manière dont les personnes communiquent, les groupes de discussions constituent une extension des moments d'échange informels entre voisin·es, parents et professeur·es, élèves, au sein des clubs et lors d'événements locaux (entretien 13). Afin de mobiliser des personnes déjà engagées, le contact peut être recherché grâce à des affiches dans les lieux fréquentés par ces personnes et via les médias indépendants locaux. Il s'agit notamment des bars coopératifs de plusieurs villes du littoral, de presse indépendante comme « Calais la Sociale » et des canaux associés aux comptes de collectifs militants des différentes agglomérations (groupes WhatsApp, Facebook, Télégram, canal Instagram, etc.). Parmi les personnalités locales qui pourraient être mobilisées, on note en premier lieu les différents élu·es territoriaux. Le club sportif USBCO mobilise aussi ses joueur·euses professionnel·les auprès des jeunes, qui sont particulièrement attentifs à la parole de leurs aîné·es (entretien 5). Il est également important de considérer les échanges entre pair·es qui permettent de mieux capter l'attention, notamment des jeunes (entretien 3).

Ces moyens de communication ne permettent pas à eux seuls de faire face aux situations d'isolement de certains publics. C'est pourquoi, un nombre important des personnes interviewées privilégient le déplacement dans les lieux de vie des personnes qu'elles cherchent à capter. « *En réalité, ce n'est pas uniquement de la communication, c'est un geste vers l'habitant. La démarche 'd'aller vers' permet de créer du dialogue, des conversations, du partage, des échanges. Les facilitateurs se professionnalisent, deviennent des médiateurs +++* » (entretien 12). Il peut s'agir de points d'information dans la rue, d'affichage dans les écoles et centres sociaux, de stand durant les festivals et événements locaux, etc.



## Fiche 13 : Liste des politiques locales de développement durable

La mise en place effective de l'Agenda 2030 à l'échelle du littoral du Nord et du Pas-de-Calais implique notamment l'intégration des différents ODD aux politiques locales. En particulier, l'ensemble des besoins spécifiques du territoire doit être analysé de façon à suivre et évaluer l'avancement dans le sens d'une amélioration des conditions de vie pour tous et toutes, à l'échelle locale comme internationale. Pourtant, aucune des six intercommunalités n'a mis en place à son échelle un suivi de l'avancement de l'ensemble de l'Agenda 2030. Bien que les différents enjeux de développement durable aient été identifiés par les personnes interviewées, le manque de structuration institutionnelle et politique limite la répliquabilité et la massification des projets et initiatives.

Il existe divers documents de planification en lien avec des objectifs spécifiques de développement durable. Les Plans Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) des différentes agglomérations fixent des objectifs énergétiques, climatiques et environnementaux mais ne mentionnent ni les ODD, ni l'Agenda 2030, ni les questions de justice sociale. Pourtant, la partie de diagnostic pourrait intégrer les vulnérabilités différenciées et identifier les publics les plus à risque afin de développer des actions en leur faveur. Le Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) de Dunkerque et Bray-Dunes, ainsi que les réflexions sur l'érosion côtière menées par différents collectifs tels que le Cercle Côte d'Opale Synergie, les Amis de la Baie de Wissant et la Défense du trait de côte d'Ambleteuse, pourraient s'inscrire dans l'ODD 13 et l'ODD 14, tout comme le Parc Naturel Marin des estuaires picards et de la mer d'Opale, qui cumule plusieurs objectifs de protection environnementale en lien avec les ODD 14 et 15.

Concernant les actions menées, la CAB organise chaque année le « Solid'ESS », un événement dédié à l'économie sociale et solidaire, qui pourrait s'inscrire dans les ODD 8 et 10. La CCRA a lancé un écopôle alimentaire et initié des opérations de rénovation thermique du bâti et d'aménagement d'aires de covoiturage, initiatives qui touchent aux ODD 7, 11 et 12. Peu de villes du littoral sont labellisées « Ville amie des enfants » par l'UNICEF (uniquement Boulogne-sur-Mer et Gravelines). Les dispositifs comme les budgets participatifs (historiquement présent à Grande Synthe), les appels à projets citoyens ou les contrats de ville (ex : contrat de ville 2030 de la CAGCTM) restent peu connectés à une stratégie globale de développement durable ou de citoyenneté mondiale. La Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD) est l'agglomération qui communique le plus sur son programme de démocratie participative. Elle se distingue par des initiatives citoyennes plus visibles et encadrées, comme le projet participatif « Changer la vie ensemble », qui inclut des dispositifs de participation citoyenne notamment le dispositif éco-gagnant, les Assises de la jeunesse, ainsi que le programme « J'agis pour ma ville ». La CUD est aussi membre du Réseau français des Villes-Santé de l'OMS, ce qui s'inscrit dans l'ODD 3, et pourvoit de nombreuses missions de services civiques.



L'utilisation du nombre d'associations et d'ONG sur le territoire comme indicateur de la présence et de la participation de la société civile dans les changements sociétaux amène à la conclusion que l'étude de la participation citoyenne et de l'engagement de la société civile doit être approfondie. En effet, le nombre d'associations en Hauts-de-France (entre 76 000 et 80 000) est inférieur à la moyenne nationale en termes de densité du nombre association par habitant, avec une forte concentration dans les secteurs de l'enseignement (Nord), sanitaire (Pas-de-Calais) et le secteur social, qui représente plus de 57% des emplois associatifs du Nord et 63% du Pas-de-Calais. Il s'agit en particulier de l'hébergement social, médicalisé (Pas-de-Calais), de l'aide à domicile et de l'aide par le travail et de l'accueil d'enfants et d'adolescents (Nord)<sup>100 101</sup>. Finalement, de nombreux plans et actions existent (PCAET, PAT, CLS, projets participatifs, gestion des risques littoraux) mais leurs liens avec les ODD et l'Agenda 2030 restent flous, voire inexistantes. Les travaux de prospective menés sur le littoral par la Région Hauts-de-France n'y font pas non plus référence, ce qui limite la capacité des organisations de la société civile et des collectivités à porter ce référentiel. De façon concrète, l'absence de suivi, de cadre commun et de références explicites aux ODD limite la cohérence et l'impact des politiques locales à l'échelle du littoral comme des EPCI.

---

<sup>100</sup> [https://recherches-solidarites.org/wp-content/uploads/2026/01/Essentiel\\_62\\_2025.pdf](https://recherches-solidarites.org/wp-content/uploads/2026/01/Essentiel_62_2025.pdf)

<sup>101</sup> [https://recherches-solidarites.org/wp-content/uploads/2026/01/Essentiel\\_59\\_2025.pdf](https://recherches-solidarites.org/wp-content/uploads/2026/01/Essentiel_59_2025.pdf)



## **PARTIE IV**

# **Cartographie des acteurs du changement**



## Fiche 14 : Cartographie des « acteurs du changement »

N	Nom	Secteur d'intervention	Zone(s) d'intervention	Forme juridique	Brève description	Contact
1	À tes cotés (ex ADUGES)	Action sociale	CUD	Association	Maison de la vie associative dunkerquoise depuis 2017 ; Pôle petite enfance, vie de quartier, vie associative.	<a href="tel:0328596900">03 28 59 69 00</a>
2	ABCD (Aide Bénévole Contre la Drogue) : Aide Soins et prise en Charge	Santé	CAGCTM ; CCRA ?	Association	Réduction des risques de l'usage de drogue, accompagnement prévention addictologie ; antenne justice toxicomanie siège à Saint Omer	<a href="mailto:csapa.calais@abcd.asso.fr">csapa.calais@abcd.asso.fr</a>
3	ADAE (Association départementale actions éducatives)	Justice - Paix - Juridique	CAB	Association	Elle a pour but le soutien et l'accompagnement d'enfants, de familles et d'adultes en difficulté sociale. Elle recherche et développe les moyens qui permettent à ces personnes, à partir de leur potentiel, d'accéder à l'autonomie et à la citoyenneté.	<a href="mailto:service.boulogne@adae62.fr">service.boulogne@adae62.fr</a>
4	ADAE (Association départementale actions éducatives)	Justice - Paix - Juridique	CAGCTM	Association	Elle a pour but le soutien et l'accompagnement d'enfants, de familles et d'adultes en difficulté sociale. Elle recherche et développe les moyens qui permettent à ces personnes, à partir de leur potentiel, d'accéder à l'autonomie et à la citoyenneté.	<a href="mailto:service.calais@adae62.fr">service.calais@adae62.fr</a>
5	ADIL (Association Départementale d'Information sur le Logement)	Habitat	CUD	Association	Logement	<a href="tel:0825341263">08.25.34.12.63</a>
6	ADIS	Santé ; Appui - Conseil - Formation	CUD ; CAGCTM ; CAB ; CA2BM	Association	Initialement sur des questions des VIH VHC, maintenant santé en général. Inégalités d'accès aux soins et aux droits ; Dépistage, santé sexuelle, hébergement	<a href="https://www.asso-adis.com/contact">https://www.asso-adis.com/contact</a>
7	ADLC (Ateliers de la citoyenneté) Calais	Croissance économique - Emploi ; Action sociale	CAGCTM	Association	Ateliers Chantier d'Insertion dans les domaines du bâtiment, de l'infographie, de la restauration, de la vente et de la logistique.	<a href="mailto:contact@adlcalais.com">contact@adlcalais.com</a>
8	AFAPEI	Handicap ; Appui - Conseil - Formation ; Santé	CAGCTM	Association	Différents sites : Esat Les ateliers du Détroit ; Foyer "Les Tilleuls" ; "CAJ "Les mésanges", etc.	<a href="tel:273RUECARNOT62370AUDRUICQ">273 RUE CARNOT 62370 AUDRUICQ</a>

## PARTIE 4



9	AFEJI	Croissance économique - Emploi ; Handicap	HDF	Association	Très grande association de plus de 3000 collaborateurs partout en HDF, originellement de Dunkerque même si basé à Lille maintenant. A une responsable RSO (responsabilité sociétale des organisations) : Pauline Lecerf plecerf@afeji.org	<a href="mailto:elittoral@afeji.org">elittoral@afeji.org</a>
10	AGIR Gravelines	Croissance économique - Emploi	CUD	Association	Insertion à l'emploi	<a href="mailto:contact@agir-gravelines.fr">contact@agir-gravelines.fr</a>
11	Agitateurs public	Information ; Culture	CUD	Association	Médiation culturelle, éducation populaire	<a href="mailto:agitateurspublic@gmail.com">agitateurspublic@gmail.com</a>
12	AGUR (Agence d'urbanisme et de développement de la Région Flandre-Dunkerque)	Gestion des territoires ; Environnement	CUD	Association	Développement économique, aménagement	<a href="mailto:agur@agur-dunkerque.org">agur@agur-dunkerque.org</a>
13	ALAJ (Association Liens et Actions des Jeunes)	Appui - Conseil - Formation	CA2BM	Association	Cellule d'écoute et d'accompagnement, prévention spécialisée, service coaching jeunesse et addiction	<a href="mailto:secretariat@alaj.fr">secretariat@alaj.fr</a>
14	APAHM (Association d'Aide aux Personnes à Handicap Moteur) - Dunkerque	Handicap	CUD	Association		<a href="tel:03.28.63.75.20">03.28.63.75.20</a>
15	APEI (Association de Parents d'Enfants Inadaptés) - Les Papillons Blancs	Handicap	CUD	Association	Dunkerque ; il existe aussi un groupement Arras Montreuil-sur-Mer	<a href="tel:03.28.61.78.83">03.28.61.78.83</a>
16	APF (Association des Paralysés de France)	Handicap	CUD	Association	Délégation Départementale du Nord au service des personnes souffrant de déficiences motrices	<a href="tel:03.20.57.99.84">03.20.57.99.84</a>
17	APPSH Côte d'Opale (Association Parentale pour Personnes en Situation de Handicap de la Côte d'Opale)	Action sociale	CAB	Association	Soutien psychosocial. Ont des projets en lien avec la citoyenneté	<a href="tel:03.21.80.64.97">03 21 80 64 97</a>
18	ARB (Agence régionale de la Biodiversité)	Biodiversité	HDF	Établissement public (de coopération environnementale)	L'ARB Hauts-de-France s'est constituée suite à une convention entre divers établissements publics et collectivités territoriales, dans l'objectif de lutter contre l'érosion de la biodiversité, d'organiser sa reconquête et de rétablir le lien entre la Société, l'Homme et l'ensemble du Vivant.	<a href="mailto:arb.hdf@enrx.fr">arb.hdf@enrx.fr</a>

## PARTIE 4



19	ARTS (Association Régional du Travail Social) Hauts-de-France	Action sociale	CAB	Association	L'Association Régionale du Travail Social Hauts-de-France gère l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) Hauts-de-France et fédère un large partenariat institutionnel	<a href="mailto:cote.opale@irtshdf.fr">cote.opale@irtshdf.fr</a>
20	ASEJ (Association Socio-éducative & Judiciaire)	Croissance économique - Emploi ; Justice - Paix - Juridique ; Action sociale	PDC	Association	Démarches sociales, éducatives et judiciaires en lien avec les tribunaux. Antenne à Boulogne-sur-Mer	<a href="mailto:asej-boulogne-sur-mer@asej.fr">asej-boulogne-sur-mer@asej.fr</a>
21	Association Afrique Europe Avenir	Coopération internationale ; Action sociale	CUD	Collectif de structures ?	L'association Afrique Europe Avenir est une association de solidarité internationale qui sensibilise ici dans le Nord et précisément à Dunkerque aux interactions agricoles entre le Nord et le Sud. Elle accompagne aussi un projet de développement agricole par la formation de jeunes dans la zone de Kribi au Sud du Cameroun en Afrique.	<a href="mailto:asso_aea@yahoo.fr">asso_aea@yahoo.fr</a>
22	Association an ka taga, avançons ensemble	Coopération internationale ; Action sociale	CUD	Association	Association d'aide au développement pour les villages du Burkina Faso.	<a href="mailto:burkina59in@gmail.com">burkina59in@gmail.com</a>
23	Association créative	Action sociale	CUD	Association	Association de solidarité sur différents champs : alimentation, culture, lutte contre l'isolement, etc.	<a href="https://www.facebook.com/CreativeDunkerque/">https://www.facebook.com/CreativeDunkerque/</a>
24	Association humanitaire pour l'Afrique	Coopération internationale ; Action sociale	CCRA	Association	Acteur du FSI Association de solidarité internationale qui soutient des projets de développement au Bénin dans les domaines de l'agroécologie, de l'environnement et de l'éducation	<a href="mailto:monique.gilliot@gmail.com">monique.gilliot@gmail.com</a>
25	Association intermédiaire AGIR	Croissance économique - Emploi ; Action sociale	CA2BM	Association	Association d'insertion, proche de la Maison Départementale de Solidarité	<a href="tel:0321946947">03 21 94 69 47</a>
26	Au fil des saisons	Agriculture - Souveraineté alimentaire	CA2BM	Professionnel	Primeur local à Berck	<a href="tel:0321097158">03 21 09 71 58</a>
27	Au jardin de la Molière et ses délices	Agriculture - Souveraineté alimentaire	CA2BM	Professionnel	Au jardin de la Molière et ses délices et une ferme qui vend en direct des produits fermiers	<a href="mailto:Marie-ve.gille@orange.fr">Marie-ve.gille@orange.fr</a>



28	Biosol'62	Croissance économique - Emploi ; Agriculture - Souveraineté alimentaire	CAB	Association	Maraîchage et vente de produits biologiques. Assure l'accueil, l'embauche et la mise à l'emploi de personnes sur des actions collectives. Son but principal est de favoriser et de faciliter l'insertion sociale par des formations, un suivi et un accompagnement vers un emploi durable.	<a href="mailto:biosol62@gmail.com">biosol62@gmail.com</a>
29	Calais La sociale	Information	CAGCTM	Association	Média indépendant. Il y a aussi "Boulogne La Sociale"	<a href="mailto:collectif@calaislasociale.fr">collectif@calaislasociale.fr</a>
30	<b>CDSI Boulogne (Centre de Documentation d'Information et d'Animation pour le Développement de la Solidarité Internationale)</b>	<b>Éducation à la citoyenneté mondiale</b>	CAB	Association	<b>Association associée aux médiathèques de la ville et proposant des ressources en lien avec l'éducation à la citoyenneté mondiale</b>	<a href="mailto:cdsiboulogne@ritimo.org">cdisiboulogne@ritimo.org</a>
31	Centre social éclaté	Action sociale	CAB	Association	Centre social, acteur du FSI	<a href="mailto:insertionostrohove@centresocialeclate.com">insertionostrohove@centresocialeclate.com</a>
32	Centre Social et Culturel Cousteau	Action sociale ; Culture	CAGCTM	Association	Le Centre Social et Culturel est un équipement de quartier à vocation sociale globale, ouvert à l'ensemble de la population habitant à proximité, offrant accueil, animation, activités et services à finalité sociale.	<a href="mailto:res.jeunesse.csc@gmail.com">res.jeunesse.csc@gmail.com</a>
33	Centre social et de prévention sanitaire Espace Fort	Action sociale ; Santé	CAGCTM	Association	Le Centre Social et de Prévention Sanitaire Espace Fort est un équipement à vocation multiple, œuvrant auprès d'une population en difficulté.	<a href="mailto:pausecafe@centre-social-espacefort.fr">pausecafe@centre-social-espacefort.fr</a>
35	Chênelet	<b>Croissance économique - Emploi ; Environnement ; Action sociale</b>	CCRA	Professionnel	<b>Chênelet accompagne depuis plus de 40 ans des personnes éloignées de l'emploi en leur proposant un parcours complet de formation et d'insertion professionnelle.</b>	<a href="mailto:contact@chenelet.org">contact@chenelet.org</a>
36	CIDFF (Centre d'Information des Droits des Femmes)	Égalité H-F-X ; Action sociale	CUD	Association	Centre d'informations des droits des femmes et des familles	<a href="tel:03.28.59.29.30">Dunkerque Grande-Synthe : 03.28.59.29.30</a>
37	CIDFF Nord Flandres (Centre d'Information des Droits des Femmes)	Égalité H-F-X ; Action sociale	CUD	Association	Centre d'informations des droits des femmes et des familles (intervenante sociale en gendarmerie)	<a href="tel:07.78.68.08.08">07 78 68 08 08</a>

## PARTIE 4



38	Coallia (AGIR 62)	Migrations ; Croissance économique - Emploi ; Habitat	CAB	Institution	Le programme AGIR vise à systématiser l'accompagnement global des bénéficiaires de la protection internationale (BPI) vers l'emploi, le logement et l'accès aux droits.	<a href="mailto:agir.62@coallia.org">agir.62@coallia.org</a>
39	Collectif Énergies Libres	Éducation ; Action sociale	CAGCTM	Collectif de structures ?	La Maison Pour Tous, qui constitue un élément essentiel du dispositif social et culturel de la Ville de Calais, offre à la population, aux jeunes comme aux adultes, la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de développer leur personnalité et de se préparer à devenir les citoyens actifs et responsables d'une collectivité vivante.	<a href="mailto:coordinatrice@mptcalais.fr">coordinatrice@mptcalais.fr</a>
40	Collectif féministe audomarois	Égalité H-F-X	CCRA	Collectif informel	Collage d'affiches. En lien notamment avec Saint Omer.	<a href="https://www.facebook.com/collagesfeministesaudomarois">https://www.facebook.com/collagesfeministesaudomarois</a>
41	Collectif féministe Calais	Égalité H-F-X	CAGCTM	Collectif informel	En cours de restructuration. Collage d'affiches.	<a href="https://www.facebook.com/p/Collectif-F%C3%A9ministe-Calais-100090706620295/">https://www.facebook.com/p/Collectif-F%C3%A9ministe-Calais-100090706620295/</a>
42	Comité Local ATTAC du Boulonnais	Justice - Paix - Juridique ; Éducation	CAB	Association	Justice fiscale sociale et écologique, Éducation populaire	<a href="mailto:attac.boulonnais@gmail.com">attac.boulonnais@gmail.com</a>
44	Coud'Pouce pour l'emploi	Croissance économique - Emploi ; Action sociale	CUD	Association	Insertion à l'emploi, notamment Chantier d'Insertion axé sur le recyclage textile dans le cadre du FSE+	<a href="mailto:contact@coud-pouce.org">contact@coud-pouce.org</a>
45	CPIE Flandre Maritime	Environnement ; Éducation	CUD	Professionnel	Guides sur la commune de Zuydcoote, site dunaire	<a href="mailto:centreressource@cpieflandremaritime.fr">centreressource@cpieflandremaritime.fr</a>
46	DK Clean Up	Environnement ; Éducation	CUD	Association	Association de collecte, ramassage et revalorisation des déchets plastiques. Elle organise également des temps de sensibilisation tout public	<a href="tel:0744422747">07 44 42 27 47</a> / <a href="tel:0635221223">06 35 22 12 23</a>
47	Espace Santé du Littoral - Centre de sécurité sexuelle	Égalité H-F-X ; Action sociale ; Information	CUD	Institution ?	EVARS + soins gynécologiques et soutien psychologique Il y a aussi un Pôle Santé Environnement et le Centre de santé Infirmier	<a href="mailto:centredeplanification@esl-asso.fr">centredeplanification@esl-asso.fr</a>
48	Expressions	Culture	CUD	Association	Association en lien avec l'expression de soi par l'art et la culture	<a href="https://www.expressions-dunkerque.eu/">https://www.expressions-dunkerque.eu/</a>

## PARTIE 4



49	FACE (Fédération Agir Contre l'Exclusion) Côte d'Opale région HdF	Croissance économique - Emploi	CAGCTM	Professionnel	Club d'entreprises, actif sur la côte d'Opale, dont l'objectif est de mobiliser les entreprises	<a href="tel:0321344573">03 21 34 45 73</a>
50	FACE Flandres	Croissance économique - Emploi	CUD	Association d'entreprises	Club d'entreprise pour l'inclusion	<a href="mailto:flandres@fondationface.org">flandres@fondationface.org</a>
51	Femmes des territoires	Égalité H-F-X ; Croissance économique - Emploi	CAB	Association	Réseau d'entraide digital et local pour toutes les entrepreneures et porteuses de projet	<a href="mailto:contact@femmesdesterritoires.fr">contact@femmesdesterritoires.fr</a>
52	Force Femmes Lille	Égalité H-F-X	CUD	Association	Association féministe sur la CUD	<a href="tel:0686309666">Sophie Gorin : 06 86 30 96 66</a>
53	France Horizon	Migrations ; Croissance économique - Emploi ; Habitat	CUD	Institution	Le programme AGIR vise à systématiser l'accompagnement global des bénéficiaires de la protection internationale (BPI) vers l'emploi, le logement et l'accès aux droits.	<a href="mailto:hautsdefrance@france-horizon.fr">hautsdefrance@france-horizon.fr</a>
54	FRCPM (Fédération Régionale pour la Culture et le Patrimoine Maritimes) Nord Pas-de-Calais	Patrimoine : Culture	HDF	Association	Association de réseau entre les différentes structures et individus souhaitant protéger et valoriser la culture maritime et fluviale du territoire. Chantier naval à Calais ; Bureaux aussi à Calais (03 21 82 58 65) et Boulogne sur mer	<a href="mailto:lvallat.frcpm@wanadoo.fr">lvallat.frcpm@wanadoo.fr</a>
55	Gérontopole HDF		HDF	Association	Association sur les questions de vieillissement de la population, comme debout les aînés à Lille (deboutlesaines.fr)	<a href="mailto:contact@gerontopole-hdf.fr">contact@gerontopole-hdf.fr</a>
56	Gynécologie sans frontières	Migrations ; Égalité H-F-X ; Urgence	CUD ; CAGCTM	Association	En particulier projet SoliSafe, camiFrance, constitué d'actions de solidarité pour les femmes en France Travaille en coordination avec Refugee Women's Center et Médecins Sans Frontières	<a href="mailto:gsf.camifrance@gmail.com">gsf.camifrance@gmail.com</a>
58	Horizon	Mobilité - Volontariat ; Action sociale ?	CUD	Association	Proposent des animations notamment en QPV ; Proposent des services civiques et formations de bénévoles ; Ont fait des projets sur l'égalité homme-femmes	<a href="mailto:horizon.startupasso@gmail.com">horizon.startupasso@gmail.com</a>
59	IMED (Institut Médico-éducatif de Dunkerque)	Santé ; Croissance économique - Emploi	CUD	Professionnel	Accompagnement de jeunes (jusqu'à 110, de 12 à 20 ans) souffrant de troubles du neurodéveloppement, troubles psychiques avec ou sans troubles associés. Formation pour insertion dans différents domaines (restauration, menuiserie, horticulture, enseignement ménager et peinture)	<a href="mailto:imed@papillonsblancs-dunkerque.fr">imed@papillonsblancs-dunkerque.fr</a>

## PARTIE 4



60	Interm'Aides Le Portel	Croissance économique - Emploi ; Action sociale	CA2BM	Association	L'association est subventionnée par le Fond Social Européen pour de l'accompagnement socio-professionnel individualisé dans le cadre du PLIE (Plan Local Insertion et Emploi).	<a href="mailto:@intermaides.fr">@intermaides.fr</a>
61	Interm'Aides Côte d'Opale	Croissance économique - Emploi ; Action sociale	CAB	Association	L'association est subventionnée par le Fonds Social Européen pour de l'accompagnement socio-professionnel individualisé dans le cadre du PLIE (Plan Local Insertion et Emploi). Nous vous mettons à dispositions de multiples services à la personne dont l'activité « Superm'aides » et son panel de services - ménage, jardinage, bricolage, travaux toutes mains.	<a href="mailto:contact@intermaides.fr">contact@intermaides.fr</a>
62	La Capuche Mobilisée	Migrations	CAGCTM	Association	Aide humanitaire	<a href="mailto:bonjour@lacapuche.org">bonjour@lacapuche.org</a>
63	La Fabrique DEFI	Croissance économique - Emploi	CAGCTM	Collectivité territoriale	Développement économique, formation et insertion	<a href="tel:0321341538">03 21 34 15 38</a>
64	La Halle aux sucres	Information ; Culture ; Éducation	CUD	Collectivité territoriale	Équipement de la CUD ; pôle de ressources et d'expertise sur le thème de la ville durable	<a href="mailto:mathilde.vanderrusten@tud.fr">mathilde.vanderrusten@tud.fr</a>
65	La Pause QUEERS	Égalité H-F-X	CUD	Association	Lutte contre les LGBTphobies	<a href="mailto:laposequeer59@gmail.com">laposequeer59@gmail.com</a>
66	La Petite Pierre	Agriculture - Souveraineté alimentaire	CUD	Association	Porte notamment la "label épicerie", une épicerie de quartier solidaire et participative	<a href="mailto:infos@label-epicerie.org">infos@label-epicerie.org</a>
67	Le Panier de la Mer 62	Croissance économique - Emploi ; Agriculture - Souveraineté alimentaire	CAB	Association	Association chantier d'insertion situé à Boulogne Sur Mer qui est basée sur 3 vocations : la valorisation de la ressource de la pêche, l'insertion sociale et l'action caritative	<a href="mailto:panierdelamer62@wanadoo.fr">panierdelamer62@wanadoo.fr</a>
68	Le Parlement de la Mer	Gouvernance	PMCO	Groupe informel	Crée en 2020 par la Région HdF	<a href="mailto:matthieu.audollent@hautsdefrance.fr">matthieu.audollent@hautsdefrance.fr</a>
69	Les Amis de l'Algérie		CUD	Association	Acteur du FSI	<a href="mailto:donsoss59760@gmail.com">donsoss59760@gmail.com</a>
70	Les Anges Gardins	Agriculture - Souveraineté alimentaire	CCRA	Association	Association d'insertion, d'éducation permanente, de développement de nouvelles pratiques sociales et d'activités liées spécifiquement à l'alimentation.	<a href="mailto:contact@angesgardins.fr">contact@angesgardins.fr</a>

## PARTIE 4



72	Les Flamands Roses	Égalité H-F-X	Lille	Association	Minorités de genre et orientations sexuelles groupe d'expression gay et lesbienne Composante du Centre Lesbien Gay Bi Trans Queer Intersexe et Féministe de Lille "J'en suis, j'y reste" <a href="https://jensuisjyreste.org/">https://jensuisjyreste.org/</a>	<a href="tel:0320522868">03.20.52.28.68</a>
73	Les Silencieux	Handicap	CAB	Association	Refuge numérique dédié au soutien des personnes neurodivergentes (autisme, TDAH, troubles DYS...) et de celles vivant avec des troubles psychiques (anxiété, dépression, bipolarité...). Notre mission : offrir un espace calme, bienveillant et sécurisé, favorisant l'entraide entre pairs et le respect du rythme de chacun.	<a href="https://www.wicardenne.com/">19 rue Wicardenne 62200 Boulogne sur Mer</a>
74	L'Établi	Éducation	CCT2C	Association	Association d'éducation populaire avec deux axes d'intervention sur la CCT2C : instances participatives ; jeunesse et pouvoir d'agir	<a href="mailto:contact@letabli.eu">contact@letabli.eu</a>
75	LICRA -Dunkerque et Littoral	Éducation	CUD	Association	Association française non gouvernementale de lutte contre le racisme et l'antisémitisme	<a href="mailto:dunkerque@licra.org">dunkerque@licra.org</a>
76	Liens solidaires	Action sociale ; Éducation ; Sport	CUD	Association	L'objectif de l'association LIENS est d'améliorer les conditions de vie des personnes les plus défavorisées par la solidarité et l'intégration. Depuis 2008, l'association participe au forum ESS puis à la semaine de la Solidarité internationale de Dunkerque.	<a href="mailto:liens.solidaires@gmail.com">liens.solidaires@gmail.com</a>
77	Ligue des Droits de l'Homme	Migrations ; Justice - Paix - Juridique	HDF	Association	<b>Association de lutte pour les droits des hommes et des femmes, sous l'angle des discriminations xénophobes notamment.</b>	<a href="mailto:dunkerque@ldh-france.org">dunkerque@ldh-france.org</a>
78	Maison de l'Initiative - Grande-Synthe	DIS	CUD	Association	Maison soutenue par la ville de Grande-Synthe, qui héberge de nombreuses initiatives en faveur de l'emploi des jeunes	<a href="tel:0328249900">03.28.24.99.00</a>
80	Maison des enfants de la Côte d'Opale	Éducation	CAB	Association	Soutenues par la Fondation de France	<a href="mailto:lesmaisonsdesenfantsdelacotedopale@orange.fr">lesmaisonsdesenfantsdelacotedopale@orange.fr</a>
81	Maison des femmes de Calais	Égalité H-F-X ; Action sociale ; Information	CAGCTM	Collectivité territoriale	Destinée aux calaisiennes sans conditions d'âge ni de ressources, la Maison des Femmes accueille avec bienveillance et accompagne les personnes dans leur parcours de vie. C'est aussi une solution d'urgence pour les femmes ou les mamans en grande difficulté	<a href="tel:0645540547">06 45 54 05 47</a>
82	Maison du site des deux caps	Tourisme	CCT2C		Tourisme	<a href="tel:+330321216222">+33 (0)3 21 21 62 22</a>
83	MASSADA	Coopération internationale	CUD	Association	L'association vise à améliorer les conditions de vie et d'hygiène des bénéficiaires, l'accès à l'éducation, à la culture. Mener des projets de solidarité internationale qui contribuent au développement local,	<a href="mailto:association.massada@gmail.com">association.massada@gmail.com</a>



tous domaines confondus, en partenariat avec les porteurs de projets en s'appuyant sur leurs expertises.

84	Mission Locale Montreuil Côte d'Opale (62)	Éducation ; Croissance économique - Emploi ; Action sociale ?	CA2BM	Association	Accompagnement de jeunes NEET (ni en études, ni en emploi, ni en formation) ou sortis du système scolaire sans qualification en recherche d'un emploi).	<a href="mailto:contact@missionlocale-mco.fr">contact@missionlocale-mco.fr</a>
85	MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples)	Éducation	CUD	Association	Association de lutte contre le racisme	<a href="mailto:mrapk@gmail.com">mrapk@gmail.com</a>
86	NEGAR	Égalité H-F-X ; Justice - Paix - Juridique	Lille	Association	Association d'information et de lutte pour le droit des femmes afghanes	<a href="mailto:negarafghanwomen@yahoo.fr">negarafghanwomen@yahoo.fr</a>
87	Nous Toutes du Boulonnais	Égalité H-F-X	CAB	Association	Empouvoirement des femmes et des filles	<a href="mailto:noustoutesduboulonnais@proton.me">noustoutesduboulonnais@proton.me</a>
88	Opale Vélo services	Tourisme : MOB	CAGCTM	Association	Association au service des cyclistes : location, réparation et vente de vélos de réemploi.	<a href="mailto:ovs@orange.fr">ovs@orange.fr</a>
89	Outils sans frontière	Action sociale ; Migrations	CAGCTM	Association	Aide humanitaire	<a href="mailto:outils.sansfrontiere@gmail.com">outils.sansfrontiere@gmail.com</a>
90	Parc naturel marin des Estuaires picards et de la mer d'Opale	Environnement ; Biodiversité	CAB	Institution	Gestion des milieux naturels marins	<a href="mailto:parcmarin.epmo@aires-marine.fr">parcmarin.epmo@aires-marine.fr</a>
91	Planning Familial du Littoral	Égalité H-F-X ; Action sociale ; Information	CUD ; NORD	Association	DIS+VSS+EVARS + soins gynécologiques et soutien psychologique	<a href="mailto:secretariat@pfdl.fr">secretariat@pfdl.fr</a>
92	Présentes - initiatives de soutien et de promotion des filles et des femmes de la côte d'opale	Égalité H-F-X ; Croissance économique - Emploi	CAB	Association	Empouvoirement des femmes et des filles	<a href="mailto:157_RUE_DU_CHEMIN_VERT_62200_BOULOGNE_SUR_MER">157 RUE DU CHEMIN VERT, 62200 BOULOGNE-SUR-MER</a>
93	Projet IRIS	Égalité H-F-X	CUD	Association	Lutte contre les LGBTphobies	<a href="mailto:asso.projet.iris@gmail.com">asso.projet.iris@gmail.com</a>
94	Resto du cœur du 59	Action sociale ; Agriculture - Souveraineté alimentaire - Alimentation	HDF	Association	Association nationale d'aide sociale, en particulier banque alimentaire	<a href="tel:0328696988">03 28 69 69 88</a>
95	Secours populaire Pas-de-Calais	Action sociale	PDC	Association	Association nationale d'aide sociale	<a href="tel:0321963743">03 21 96 37 43</a>

## PARTIE 4



96	Solfa	Égalité H-F-X ; Action sociale	CUD	Association	Association régionale avec plusieurs sites Accueil femmes violences sexistes et sexuelles + prostitution	<a href="mailto:aijoséphine@asso-solfa.fr">aijoséphine@asso-solfa.fr</a>
97	SOS Homophobie	Égalité H-F-X	NORD,PDC	Association	Minorités de genre et orientations sexuelles	<a href="mailto:sos-lille@sos-homophobie.org">sos-lille@sos-homophobie.org</a> <a href="mailto:sos-npdc@sos-homophobie.org">sos-npdc@sos-homophobie.org</a>
98	Sous-préfecture de Dunkerque ; Correspondance "égalité des chances"	DIS	CUD	Institution		<a href="mailto:martine.witasse@nord.pref.gouv.fr">martine.witasse@nord.pref.gouv.fr</a>
99	Studio 43	Culture	CUD	Association	Acteur du FSI Le Studio 43 est un cinéma art et essai, vous y découvrez une richesse de programmation unique ainsi que des ateliers et soirées à thème.	<a href="mailto:deuchin@studio43.fr">deuchin@studio43.fr</a>
100	Tiers-lieu Nourricier du Boulonnais	Agriculture - Souveraineté alimentaire	CAB	Association	Récupération de biodéchets en vélo cargos notamment	<a href="mailto:contact@tlnb.fr">contact@tlnb.fr</a>
101	Unaide	Handicap ; Appui - Conseil - Formation	CAGCTM	Association	Unaide accompagne les aidants et leurs proches fragilisés par l'âge, la maladie ou le handicap.	<a href="mailto:contact@unaide.com">contact@unaide.com</a>
102	Union Sportive Boulogne Côte d'Opale	Sport ; Enseignement - Formation	CAB	Professionnel	Club sportif constitué d'un club sportif associatif et d'une entreprise, dont une équipe professionnelle et un centre de formation	<a href="mailto:ofco@usbco.com">ofco@usbco.com</a>
103	Ville de Grande-Synthe		CUD	Collectivité territoriale		<a href="mailto:j.mierzejewski@ville-grande-synthe.fr">j.mierzejewski@ville-grande-synthe.fr</a>
104	Refugee Women's Center	Égalité H-F-X ; Migrations ;	CAGCTM ; CUD	Association	Association d'aide aux femmes et famille migrantes.	<a href="mailto:calais@refugeewomenscentre.com">calais@refugeewomenscentre.com</a> <a href="mailto:dunkerque@refugeewomenscentre.com">dunkerque@refugeewomenscentre.com</a>



Étude réalisée par **Virage Énergie** pour le compte de **Lianes Coopération**

Rédaction : **Lise Sarete (Virage Énergie)**

Relecture : **Barbara Nicoloso (Virage Énergie), Nadège Riche (Lianes Coopération)**

Partenaire de SUBLIME SDGs :

**Lianes Coopération (France)**

Cette publication a été co-financé par l'Union Européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de BTIN et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.